

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°14. Septembre-octobre 2004. Prix coûtant : 1 €. Prix de soutien : 1,50 €.

RETOUR SUR LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ÉTÉ

SOUS LES PAILLETES HYPOCRITES DES JEUX OLYMPIQUES BOURGEOIS...

**LA RÉALITÉ DES ATTAQUES IMPÉRIALISTES ET DE LA
RÉSISTANCE OUVRIÈRE ET POPULAIRE :**

- **VENEZUELA** : cuisante défaite pour la bourgeoisie et l'impérialisme
 - **NADJAF** : la résistance irakienne a perdu une bataille, non la guerre
 - **TCHÉTCHÉNIE** : droit du peuple tchéchène à l'autodétermination !
- **FRANCE** : après les nouvelles défaites de juin-juillet, que faire ?
- **J.O.** : à quoi sert le sport bourgeois ? (réflexions pour une critique marxiste)

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (para-syndicale), constamment opportuniste à l'égard de la bureaucratie syndicale (notamment de FO) et de plus en plus nationaliste ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : en cours.
Tirage du n°13 (juin-juillet 2004) : 210 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 300 personnes et groupes (français et étrangers) reçoivent ce journal par internet. — *Pour s'abonner, nous contacter.*
Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — **Site internet :** <http://groupecri.free.fr>
Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

PRÉSENTATION DE CE NUMÉRO : RETOUR SUR LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ÉTÉ... D'UN POINT DE VUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Si l'on s'en tenait à la couverture médiatique dont ont bénéficié les différents événements internationaux de l'été, on en concluait que la grand-messe bourgeoise des Jeux Olympiques d'Athènes a été le principal d'entre eux, loin devant la bataille de Nadjaf et le référendum vénézuélien, pour ne pas parler de la situation en Côte d'Ivoire, où l'intervention française se poursuit dans l'indifférence des médias, pieds et poings liés par leur soutien à « leur » propre impérialisme. Quant à la lutte légitime du peuple tchétchène pour son droit à disposer de lui-même, les médias n'en parlent guère d'habitude, là aussi en relation directe avec le soutien apporté par Chirac à la guerre et aux massacres perpétrés par Poutine ; il a fallu les événements tragiques de Beslan pour que la question tchétchène revienne sur le devant de la scène médiatique... avant son prochain oubli pour de longs mois...

Vive les luttes anti-impérialistes !

La boussole de la lutte des classes et du combat des peuples opprimés contre l'impérialisme offre évidemment une toute autre perspective que celle des médias bourgeois sur ces principaux événements de l'été. C'est ainsi que le principal article de ce nouveau CRI des travailleurs propose une analyse de la situation au Venezuela, revenant sur la signification du référendum du 15 août, et par conséquent sur la situation de ce pays et les différents aspects de la politique de Chavez depuis son arrivée au pouvoir en 1998. Les causes de la haine féroce que cette politique inspire à la bourgeoisie et à l'impérialisme, mais également sa soumission fondamentale à l'ordre bourgeois, sont ainsi analysées de manière précise, et débouchent sur la conclusion que, de la part des communistes révolutionnaires authentiques, l'appel à voter « non » au référendum — dans la perspective d'un « front unique anti-

impérialiste » dont l'objectif devait être exclusivement la défaite de l'impérialisme et de la bourgeoisie vénézuélienne compradore — ne pouvait signifier en aucun cas un soutien à la politique de Chavez, mais impliquait nécessairement la dénonciation de cette politique et la mise en avant d'un « programme de transition » communiste révolutionnaire, contrairement à ce qu'ont fait notamment les principales forces soi-disant « trotskytes ».

Nous revenons aussi sur la situation en Irak après la défaite de la résistance à Nadjaf et la mise en place du prétendu « Conseil national », sur la situation en Côte d'Ivoire, où l'impérialisme français continue de soutenir le régime meurtrier de Gbagbo, et enfin sur la Tchétchénie et la Russie, après la tragédie de Beslan. Une analyse critique des trois films récents consacrés à la politique de Bush depuis les attentats du 11 septembre et un appel international dénonçant la mort de 14 mineurs à Rio Turbio (Argentine) complètent la partie internationaliste de ce numéro. Faute de place, nous reportons au prochain notre article sur la situation en Allemagne, où la croissance continue des « manifestations du lundi » effraie au plus haut point le gouvernement Schröder...

Et en France ?

En ce qui concerne la France, l'actualité médiatique de l'été a été dominée, hélas, par les feux de forêts, les péripéties du conflit Chirac-Sarkozy, la visite du pape dans une Lourdes transformée en bunker par le miracle du financement public... tandis que, finalement, l'affaire des deux journalistes enlevés en Irak tombait à point nommé pour renouer l'union nationale autour du gouvernement et sa prétendue loi laïque contre le voile musulman à l'école (cf. sur ce point notre analyse dans Le CRI des travailleurs n°10-11 de janvier-février 2004)... et pour éviter une rentrée mouvementée sur cette question comme sur les autres — avec la complicité de

toute la gauche plurielle et des bureaucrates syndicaux. — Pour notre part, nous préférons revenir sur ce point crucial de la lutte de classe que constituent les nouvelles défaites subies par les travailleurs en juin-juillet (Sécurité sociale, changement de statut d'EDF-GDF, décentralisation...). Après la trahison de la montée vers la grève générale de l'année précédente, ces nouvelles défaites ouvrent en effet une période extrêmement difficile pour la classe ouvrière — avec une nouvelle offensive très violente du MEDEF contre le prétendu « coût du travail » — et entraînent une interrogation majeure au sommet de l'État en ce qui concerne le rythme et la manière de poursuivre la politique des contre-réformes — c'est la vraie raison du conflit Chirac-Sarkozy, au-delà des motivations personnelles des uns ou des autres et des commentaires médiatiques plus ou moins superficiels.

Et aussi...

L'actualité médiatique dominante de l'été est l'occasion pour nous de proposer en outre quelques réflexions pour une critique marxiste du sport bourgeois, dont on ne saurait négliger l'intérêt dans une perspective communiste révolutionnaire, qui ne doit épargner aucun domaine de la société bourgeoise honnie.

Enfin, notre chronique historique est constituée cette fois-ci par la suite de notre article consacré à la révolution russe de février 1917, point d'orgue qui souligne aussi à sa façon l'urgence du combat pour un parti communiste révolutionnaire internationaliste...

Nous invitons comme toujours nos lecteurs à nous faire part de leurs remarques, critiques et suggestions, et à nous adresser leurs propres contributions à la discussion.

Le comité de rédaction

SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (32 PAGES) :

- VEZUELA : Défaite de l'impérialisme, victoire de Chavez... mais quelle politique révolutionnaire ? (p. 4)**
- IRAK : La résistance irakienne a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre de libération nationale (p. 13)**
- ÉTATS-UNIS : Trois films contre Bush et sa politique... mais sans véritable perspective (p. 14)**
- TCHÉTCHÉNIE : Soutien à la lutte du peuple contre l'État bourgeois russe, droit à l'autodétermination ! (p. 18)**
- CÔTE D'IVOIRE : Le régime criminel de Gbagbo au service de l'impérialisme (p. 20)**
- ARGENTINE : Mort de 14 mineurs à Rio Turbio (appel international) (p. 22)**
- FRANCE : La situation après les nouvelles défaites de juin-juillet, et que faire ? (p. 23)**
 - À bas le plan Borloo dit « de cohésion sociale » ! (p. 27)**
- JEUX OLYMPIQUES : À quoi sert le sport bourgeois ? (Réflexions pour une critique marxiste) (p. 28)**
- HISTOIRE : La révolution russe de février 1917 (deuxième partie) (p. 31)**

REFERENDUM AU VENEZUELA : DEFAITE DE L'IMPÉRIALISME, VICTOIRE DE CHAVEZ... MAIS QUELLE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE PROLÉTARIAT ET LES MASSES OPPRIMÉES ?

La situation politique au Venezuela depuis l'arrivée au pouvoir de Chavez a donné lieu aux appréciations les plus variées. Les organisations altermondialistes comme ATTAC ainsi que la plupart des PC veulent voir en Chavez la preuve par la pratique qu'« un autre monde est possible » ; la plupart des organisations officiellement « trotskystes », en réalité centristes-sclérosées, pensent (avec une infinie variété de nuances importantes) que la « révolution bolivarienne » va connaître comme un sorte de transcroissance interne, se transformer comme par magie de « révolution démocratique » en « révolution socialiste » ; les gauchistes penchent en général pour ne voir en Chavez qu'un simple représentant de la bourgeoisie vénézuélienne à renvoyer purement et simplement dos-à-dos avec ses adversaires également bourgeois... À l'opposé, la presse bourgeoise de « gauche » comme de « droite » dénonce en Chavez un aventurier populiste et autoritaire, tandis que la bourgeoisie vénézuélienne et américaine s'époumonent à fustiger le danger « castriste » et « communiste » qu'il représenterait... La diversité de ces jugements s'est reflétée dans la multiplicité des positions qui se sont exprimées à propos du référendum portant sur l'éventuelle révocation de Chavez. Avant donc d'en revenir au référendum lui-même et plus généralement aux possibilités ouvertes par les rapports de forces actuels, il faut d'abord percer l'apparent « mystère Chavez »¹.

¹ Cette contribution doit beaucoup à l'excellent article de Roberto Ramirez dans *Socialismo o Barbarie* n° 16 (revue théorique du MAS, l'un des nombreux partis argentins issus de la crise du morénisme) de mars 2004. Il puise également à de nombreuses autres sources, entre autres : l'article d'Edouard Diago dans *Inprecor* (revue théorique du Secrétariat Unifié dit de la « IVe Internationale ») n° 483 de juillet 2003 ainsi que son article dans *Rouge* n° 2076 (hebdomadaire de la LCR, section française du Secrétariat Unifié) ; deux articles du *World Socialiste Web Site* (publication du « Comité International de la Quatrième Internationale »), celui de Bill Von Auken en date du 17 août 2004 et celui de Patrick Martin du 20 janvier 2003 ; divers articles de *La Verdad Obrera*, journal du PTS, section argentine de la FTQI (Fraction Trotskyste pour la Quatrième Internationale) ; la série d'articles publiés dans *Masas* (n° 163, 165, 170, 178, 181, 182), journal du Comité pour la

La politique de Chavez : légende et réalité

Après son élection à la présidence de la République en 1998, Chavez a convoqué une Assemblée Nationale Constituyente, dans laquelle ses partisans ont remporté 90 % des sièges, avec comme slogan électoral « *tout le pouvoir au peuple* ». La nouvelle Constitution prévoit que les entreprises s'occupant des matières premières ne peuvent pas être privatisées, ce qui concerne au premier chef la gigantesque société pétrolière, dont les titres sont détenus à 100 % par l'État vénézuélien ; elle reconnaît un certain nombre de droits aux peuples indigènes longtemps opprimés ; elle prévoit la possibilité de convoquer un référendum de révocation contre n'importe quel élu, à partir de la mi-mandat, à condition de réunir les signatures de la part de 20 % du corps électoral concerné... Mais, au delà de ces quelques dispositions en elles-mêmes relativement progressistes, quoique fort limitées, et au-delà des formules ronflantes, comme celles d'« *État de droit et de justice* » et de « *démocratie participative* », la légendaire « *Constitution bolivarienne* » ne s'écarte sur rien d'essentiel des constitutions des autres démocraties bourgeoises : en particulier, elle fait de la propriété privée des moyens de production et de la libre entreprise des principes constitutionnels et elle laisse intacte la séparation entre le peuple et les forces de répression, police et armée, qui restent des corps spéciaux, chargés de faire appliquer le droit ordonné autour de la protection de la propriété privée et de l'État bourgeois.

Chavez ne manque pas une occasion dans ses causeries télévisées hebdomadaires de faire des rodomontades anti-impérialistes, dénonçant la guerre engagée par les États-Unis contre l'Irak, mais il rembourse la dette du Venezuela rubis sur l'ongle et applique en élève

Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, section argentine de la TCI (Tendance Quatrième Internationaliste) ; le projet d'article pour le *BIOI* n° 6 que nous ont envoyé les camarades de la LOI (Democracia Obrera), section argentine de la FTI-CI (Fraction Trotskyste Internationale-Quatrième Internationale) ; enfin diverses sources bourgeoises pour les statistiques.

modèle toutes les recommandations du FMI. Il a partiellement poursuivi la politique de privatisation des entreprises d'État, vendant notamment la plus grande banque publique du Venezuela, la Banco Commercial, à la banque espagnole BBVA (Banco de Bilbao y Vizcaya), représentante du capital financier des impérialistes espagnols. Il a continué la politique de signature de contrats de sous-traitance pour certains secteurs de l'exploitation pétrolière avec de grandes compagnies impérialistes comme Total, Chevron-Texaco, YPF-Repsol, etc., qui représentent aujourd'hui, selon les estimations, environ 30 % de ce secteur d'activité². Il n'a bien évidemment pas touché aux domaines des grands propriétaires terriens qui, bien que représentant seulement 1 % des propriétaires agricoles, détiennent 90 % des terres arables. Même à la suite de la tentative de coup d'État organisée ouvertement par le grand patronat vénézuélien avec l'appui du gouvernement américain, Chavez n'a pas pris la moindre mesure de confiscation ou de réquisition des entreprises des responsables du complot, ni d'ailleurs contre les individus eux-mêmes. On le voit, pour Chavez, la défense de la propriété privée des moyens de production n'est pas resté un principe abstrait.

Depuis maintenant six ans qu'il est au pouvoir, Chavez a néanmoins fait un certain nombre de réformes certes limitées, mais dont certaines sont en elles-mêmes relativement progressistes. Il a doublé le budget de l'éducation, l'école publique est devenue gratuite et des « *écoles et garderies boliviariennes* » ont été ouvertes, qui permettent à tous les enfants d'avoir à manger matin, midi et soir et d'apprendre les notions élémentaires. Trois nouvelles universités ont été ouvertes, réservées en priorité à des enfants issus des milieux populaires. Un réseau d'épicerie d'État, qui vendent les denrées de base à prix coûtant, a été mis en place. Chavez a en outre accordé aux habitants des *favelas* la

² Ceux qui douteraient de l'exactitude de ces informations peuvent aller consulter le site parfaitement documenté sur ce point de l'*Energy Information Administration, Official Energy Statistics of the U.S. Government* : <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/venez.html>.

propriété du sol où ils avaient construit leur maison de fortune, engagé des mesures d'accession à la propriété agricole sur des terres appartenant à l'État sur une vaste échelle (130 000 familles concernées en 2003), fait passer une loi pour permettre aux petits pêcheurs de survivre en interdisant aux grandes compagnies de siéger à moins de 10 km des côtes, et enfin — suivant d'ailleurs en cela les recommandations explicites du FMI —, il a lancé une politique de « micro-crédits » pour stimuler la libre entreprise. Bref, il s'agit là d'une partie de son programme inspiré par une idéologie typiquement petite-bourgeoise, rêvant d'un « bon » capitalisme, où les « petits » ne soient pas écrasés (du moins pas trop !) par les « gros » (ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Chavez a pour principale référence politique Simon Bolivar, dirigeant de la lutte de la bourgeoisie contre les puissances coloniales pour l'indépendance, c'est-à-dire qu'il se réfère à une période désormais définitivement révolue, caressant l'utopie d'un retour à ce mythique âge d'or). Plusieurs de ces mesures visent ainsi essentiellement à donner une assise sociale à son pouvoir en créant une petite-bourgeoisie, si elles peuvent contribuer sur le court terme à alléger un peu la misère dont souffrent les masses, sont d'une part économiquement réactionnaires et d'autre part engagent les Vénézuéliens concernés dans une impasse, car, dans les conditions du capitalisme impérialiste, les petites entreprises et les petites exploitations agricoles sont vouées à la ruine.

On le voit, rien de révolutionnaire dans la politique du commandant suprême de la prétendue « révolution bolivarienne » et, si Chavez a pris quelques mesures anti-impérialistes, elles restent fort limitées. Mais comment expliquer alors l'hostilité farouche de la bourgeoisie impérialiste (en particulier américaine) et de la bourgeoisie vénézuélienne à son égard ?

Comment Chavez est-il arrivé au pouvoir ?

Pour percer le mystère de l'apparente contradiction entre sa politique bourgeoise (gestion du capitalisme) comprenant des mesures démocratiques et anti-impérialistes fort limitées, et la haine sans limite que semble lui vouer la bourgeoisie, il faut éclaircir les rapports de classes sur lesquels Chavez a établi son pouvoir.

Comme c'est le cas (à des degrés divers) dans tous les pays semi-coloniaux, le Venezuela n'a commencé à connaître un timide développement capitaliste que très tardivement, à une époque où la domination des pays impérialistes déjà établie sur le marché mondial rendait un tel développement particulièrement difficile, sinon tout à fait irréalisable. L'importance de la rente pétrolière n'y avait jusqu'ici rien changé. La bourgeoisie tenait bien en main l'État par l'intermédiaire de ses deux principaux partis, l'Alliance Démocratique (membre, comme le PS français, de l'Internationale « Socialiste ») et la COPEI (centre-droite), qui se sont partagé le pouvoir pendant 40 ans selon une « alternance » bien huilée. Depuis 1976, l'État est propriétaire à 100 % de la principale société pétrolière assurant la production, le raffinage, et l'exportation du pétrole, la PDVSA, mais la bourgeoisie s'est généreusement approprié l'essentiel du produit de la rente pétrolière en la distribuant entre ses différentes fractions... C'est pourquoi, malgré la manne pétrolière, la bourgeoisie vénézuélienne n'a pas été capable de développer de manière importante le pays, elle n'a pas su construire une véritable industrie et, malgré l'abondance de terres arables, il faut toujours importer une grande partie de la consommation alimentaire. Il en découle que la bourgeoisie vénézuélienne est à la fois extrêmement concentrée (on estime que 31 familles détiennent l'essentiel du capital du pays) et socialement très isolée — en conséquence de la faiblesse du développement économique et du parasitisme, elle ne représente, en comptant la moyenne et la petite bourgeoisie, qu'une fraction infime de la population : selon les statistiques officielles, 5,4 % pour la haute et moyenne bourgeoisie, 14,2 % pour la classe moyenne (tout le reste de la population se compose de petits paysans, d'ouvriers et de très nombreux lumpen-prolétaires — vivant de l'économie « informelle »). Il en résulte une faiblesse endémique de la bourgeoisie du pays, organiquement incapable de s'opposer aux volontés du capital impérialiste.

C'est pourquoi le Venezuela a été, dans les années 1980, l'un des premiers pays à appliquer les potions amères du FMI, plongeant en vingt ans la population dans une profonde pauvreté. Alors que, en 1975, la pauvreté affectait 30 % de la population et l'indigence

(impossibilité de manger à sa faim) 15 %, ces proportions étaient respectivement de 70 % et 45 % en 1995. Dans le même temps, l'État, quoique toujours propriétaire de la PDVSA, voyait la part de la rente pétrolière lui revenant s'effondrer, passant de 74 % en 1976 à 23 % en 2000. Cette chute s'expliquait par la politique de la mince couche des administrateurs de la société pétrolière, dont l'activité échappait pour une part importante au contrôle du propriétaire en titre de la société, à savoir l'État vénézuélien. Outre les salaires mirifiques qu'ils s'attribuaient à eux-mêmes (jusqu'à 4 millions de dollars par an et 240 000 dollars en moyenne), les gratifications en tous genres et autres pots de vins, une bonne partie de la manne pétrolière est aujourd'hui captée par l'impérialisme et la bourgeoisie vénézuélienne qui y est associée, notamment par l'intermédiaire des multiples contrats de sous-traitances avec des compagnies impérialistes. De toute évidence, la bourgeoisie jouait un rôle toujours plus parasitaire. Ses liens avec le capital financier se sont considérablement renforcés : d'une part, la bourgeoisie vénézuélienne a acquis près de la moitié des bons émis par l'État pour financer sa dette extérieure et, d'autre part, des sociétés vénézuéliennes participent directement à des sociétés américaines elles-mêmes liées au gouvernement américain, comme par exemple des sociétés « conseillant » le Département d'État (Ministère des Affaires Étrangères). La conjonction de ces deux facteurs a suscité la révolte des masses ouvrières, des lumpen-prolétaires et des petits paysans, plongés dans la misère, mais également un puissant mécontentement de nombreux soldats, sous-officiers et officiers subalternes de l'armée, souvent issus de milieux pauvres, instruits, patriotes et révoltés par ce gaspillage manifeste des richesses du pays. C'est ainsi que, en 1989, des centaines de milliers de travailleurs descendent dans les rues contre le gouvernement d'Andres Perez (Alliance Démocratique), qui veut faire appliquer un nouveau plan d'austérité. Face à l'ampleur des mobilisations et la nécessité pour la bourgeoisie d'y mettre très rapidement un terme, sous peine de voir sa domination mise en question, Perez (membre, rappelons-le, de l'Internationale « socialiste ») n'hésite pas : il envoie l'armée, et c'est un bain de sang : 3000 morts.

Trois ans plus tard, en 1992, Chavez, qui anime clandestinement depuis déjà près de dix ans un groupe politique dans l'armée, le MBR-200, organise un coup d'État contre Perez ; cette tentative échoue et il se retrouve en prison, mais cela lui vaut la sympathie des masses, qui subissent, sans pouvoir l'arrêter, la dictature « démocratique » de la bourgeoisie incarnée par Perez. Sorti de prison, Chavez se présente à l'élection présidentielle de 1998 : aurolé du prestige de son hostilité au régime, sachant par le moyen d'une rhétorique grandiloquente, faite de dénonciations de l'injustice et de la corruption et d'exaltation de la fibre patriotique, s'attirer les sympathies des masses et de larges secteurs de l'armée, il triomphe avec plus de 60 % des voix.

Un bonapartisme d'un type particulier

Le premier pilier du pouvoir de Chavez se trouve dans de larges secteurs de l'armée et de l'État dont il a pris le contrôle. En accédant au pouvoir, lui et ses partisans ont commencé à mettre la main sur le gigantesque pactole que représente l'industrie pétrolière, source aujourd'hui d'environ 30 % du PIB et de 80 % des exportations vénézuéliennes, sans compter l'instrument que représente la possibilité d'attribuer les emplois de fonctionnaires dans un pays aussi pauvre que le Venezuela. En ce sens, ceux qui dirigent l'État, premier employeur « formel » au Venezuela, jouissent d'un poids économique considérable, presque comparable à celui de toute la bourgeoisie vénézuélienne réunie. Mais en réalité, Chavez et ses amis n'ont qu'en partie mis la main sur l'appareil d'État, car, quoique détenue à 100 % par l'État vénézuélien, la PDVSA reste une société anonyme gérée comme telle par une mince couche de 870 administrateurs, relativement indépendants du détenteur nominal des titres de propriétés, c'est-à-dire de l'État ; c'est ainsi qu'avant l'arrivée au pouvoir de Chavez, un président de la République qui s'était enquis de savoir où passait l'argent de la manne pétrolière, s'était vu aimablement répondre par le président de la société qu'il s'agissait là d'informations devant rester secrètes pour préserver l'entreprise face à ses concurrents... Cette indépendance n'est cependant que relative, puisque c'est le gouvernement qui nomme ces

administrateurs et, étant donné leurs revenus, ceux qui y sont ont tout intérêt à être suffisamment bien vus pour y rester. Les administrateurs installés par les partis traditionnels de la bourgeoisie et liés aux grands groupes vénézuéliens et aux compagnies impérialistes, ne pouvaient donc que se heurter au nouveau pouvoir : telle est la base matérielle la plus tangible du conflit entre d'un côté les hommes de Chavez et de l'autre l'impérialisme et la bourgeoisie, chassée ou du moins menacée d'être en partie chassée de la table où l'on se partage le butin de l'exploitation pétrolière. La bourgeoisie s'est également vue contrainte, pour la première fois depuis longtemps, de payer des impôts (fort modestes au demeurant) sur ses profits : Chavez avait besoin d'un peu d'argent pour financer ses programmes sociaux (aussi modestes soient-ils eux aussi). Mais cela ne saurait suffire à garantir son pouvoir. Dans un pays semi-colonial soumis aux pressions constantes des puissances impérialistes et peuplé à 75 % de prolétaires, lumpen-prolétaires et petits paysans, il est impossible de se maintenir durablement au pouvoir sans ou bien écraser et atomiser les masses exploitées et opprimées, ou bien obtenir leur soutien contre la bourgeoisie et contre l'impérialisme.

Cependant, Chavez, pour mener sa politique de renforcement des positions du Venezuela sur le marché mondial, était contraint d'affronter un minimum l'impérialisme. En particulier, pour améliorer les rentrées de l'État, il ne pouvait que se battre pour une politique de l'OPEP (Organisation des Pays Producteurs de Pétrole) plus conforme aux intérêts des pays producteurs, c'est-à-dire permettant de relever les cours de l'or noir. Évidemment, les États-Unis, qui consomment aujourd'hui 25 % du pétrole produit dans le monde et qui importent 13 % de leur consommation totale du Venezuela, ne pouvaient s'en réjouir, surtout dans un contexte où l'instabilité de la situation au Moyen-Orient rend toujours plus incertain l'approvisionnement des pays impérialistes. Chavez ne pouvait donc réaliser son programme de développement du pays, sans s'appuyer un minimum sur les masses. Or, il ne pouvait obtenir l'appui des ces dernières sans promettre et réaliser quelques réformes sociales minimales, allégeant un peu leur fardeau. Et, à nouveau, il ne pouvait faire effectivement ces réformes (aussi

limitées soient-elles) sans mettre la bourgeoisie nationale et les entreprises impérialistes à contribution : il lui a ainsi fallu instaurer un impôt sur les profits des sociétés vénézuéliennes (alors qu'elles avaient l'habitude d'être seulement arrosées de toutes sortes de subventions) et relever de 17 % à 30 % les taxes sur les sociétés étrangères. Une telle politique ne pouvait en retour que susciter l'hostilité aussi bien de l'impérialisme que de la bourgeoisie nationale. Il n'était donc pas envisageable d'affronter cette double hostilité sans organiser et mobiliser les masses dans une mesure suffisante pour faire contrepoids à l'impérialisme et à la bourgeoisie nationale. Tel est le deuxième pilier du pouvoir de Chavez.

Le gouvernement Chavez est donc un gouvernement bonapartiste d'un type particulier¹, trouvant son appui matériel dans l'appareil d'État et son appui politique dans les masses exploitées et opprimées, donnant l'impression, dans un contexte de relative égalité dans le rapport de forces entre l'impérialisme et la bourgeoisie d'un côté, et les masses de l'autre, de s'élever au-dessus de la société (des conflits de classes), tout en continuant de gérer loyalement le capitalisme.

Éveil de l'activité des masses et contrôle sur les masses

Or la nécessité pour un tel gouvernement de s'appuyer, *pour ses propres intérêts*, sur l'organisation, la mobilisation et le contrôle des masses, est précisément ce qui décuple la haine et la crainte de la bourgeoisie. En effet, la mobilisation du prolétariat, du lumpen-prolétariat et des petits paysans est lourde de menaces pour l'ordre bourgeois lui-même. Chavez a donc dû en appeler au peuple, lançant par exemple : « *Organisez-vous, nous vous apporterons le soutien politique et économique* ». Des cercles « boliviariens », des assemblées populaires et des conseils locaux de planification se sont multipliés dans les quartiers les plus pauvres, institutions que le pouvoir veut enfermer dans le cadre de la « démocratie participative », mais qui sont en même temps pour les masses autant d'occasions d'éveil à l'activité politique. De tout cela, il résulte une

¹ Trotsky parlait à propos de ce type particulier de bonapartisme, dont il avait théorisé la possibilité à partir de l'expérience du gouvernement de Cardenas au Mexique (1934-1940), de « bonapartisme *sui generis* ».

intense activité politique : on s'arrache les tracts et les journaux, dont les articles sont lus et relus, et lus par ceux qui savent lire à ceux qui ne savent pas... Si donc la bourgeoisie hait Chavez, ce n'est pas tant qu'elle craigne son pouvoir lui-même, mais plutôt les masses qu'il est contraint de mettre en mouvement pour mener sa politique. Car, avec l'éveil des masses surexploitées et opprimées, c'est le spectre de la révolution prolétarienne qui fait sa réapparition. Or, étant donné que l'Amérique Latine est depuis plusieurs années entrée dans un cycle de montée de la mobilisation des masses (en relation avec des facteurs semblables à ceux du Venezuela, mais à des degrés différents et combinés de façon différente), avec dans plusieurs pays des situations pré-révolutionnaires ou tendant à le devenir (Bolivie, Argentine, Équateur, Pérou et, à un degré moindre en raison en particulier du poids et du rôle du PT, au Brésil), si le Venezuela s'embrasait, c'est l'ensemble du continent sud-américain qui risquerait de s'embraser. En outre, une révolution prolétarienne victorieuse dans son arrière-cour et important fournisseur de pétrole aurait sans aucun doute des effets non négligeables de déstabilisation aux États-Unis mêmes, d'autant plus qu'une part toujours croissante du prolétariat le plus exploité de ce pays est composée de *latinos*. Voilà pourquoi si les principaux impérialistes européens n'ont pas hésité, *pour défendre leurs propres intérêts*, à s'opposer dans une certaine mesure à la guerre contre l'Irak voulue par les bourgeoisies américaine et britannique, ils se gardent bien d'apporter le moindre soutien sérieux au régime de Chavez, et invitent leur presse à répéter les affabulations des médias de la bourgeoisie vénézuélienne sur le danger « castro-communiste » et « autoritaire », reprises en cœur à Washington. Les conflits inter-impérialistes trouvent toujours leurs limites dans les intérêts communs de tous les impérialistes contre le prolétariat mondial...

Néanmoins, toutes ces structures d'organisation du peuple, nées soit à l'appel de Chavez et de sa Constitution « bolivarienne » glorifiant la « démocratie participative » chère à la Banque Mondiale, soit spontanément, jouent, tout autant qu'un rôle d'éveil des masses, celui d'un contrôle social sur elles, contrôle exercé par l'appareil d'État bonapartiste, qui les utilise à son profit contre la bourgeoisie

nationale et contre l'impérialisme, tout en leur fixant les limites à ne pas dépasser : la propriété privée et l'État bourgeois. Chavez a regroupé ses amis dans un parti nommé le MVR (Mouvement pour la Ve République)¹. Ce parti a d'abord capté toutes sortes de personnages séduits par l'idéologie de Chavez ou attirés par le pouvoir après ses premiers succès, allant du centre droit aux déçus du trotskysme. Depuis l'arrivée au pouvoir de Chavez, le parti a largement recruté parmi les sympathisants de la politique et du discours du président, et compterait aujourd'hui 1 million de membres, ce qui est considérable pour un pays dont la population active s'élève à 14 millions. Il dispose à lui seul de la majorité à l'Assemblée Nationale avec 92 sièges sur 165. Il est davantage soudé autour de la personnalité de Chavez qu'autour d'un programme précis, et possède des structures relativement lâches. Il comporte, comme c'est toujours le cas dans ce type de situation, une aile « droite » et une aile « gauche », mais qui s'arrêtent l'une comme l'autre devant le fétiche de la propriété privée et de l'État bourgeois, reflétant ainsi parfaitement la nature même du « chavisme ».

La vérification par la lutte des rapports entre les classes : prolétariat, lumpen-prolétariat, petite paysannerie, bourgeoisie et gouvernement bonapartiste

a) Avril 2002 : les masses défont le coup d'État organisé par l'impérialisme et la bourgeoisie... mais Chavez laisse en paix les putschistes !

Dans ces conditions, l'impérialisme comme la bourgeoisie vénézuélienne estiment nécessaire de mettre au plus vite un terme au régime de Chavez, dans l'objectif de réinstaller, après une période de dictature militaire, une dictature « démocratique » muselant fermement les masses. Une première tentative sérieuse de coup d'État a été réalisée en 2002 par l'opposition dirigée par le patronat vénézuélien, appuyée par une campagne médiatique dénonçant les tentations dictatoriales de Chavez,

¹ La IV^e République vénézuélienne était née d'un pacte entre les deux principaux partis de la bourgeoisie, Action Démocratique et COPEI, scellé à *Punto Fijo*. Chavez a fait de la dénonciation de cette République corrompue et livrée à l'impérialisme américain un des thèmes constants de ses dénonciations.

avec des appuis significatifs dans les forces armées, le soutien matériel de la CIA et du gouvernement américain, qui est le seul au monde à avoir immédiatement reconnu le nouveau « gouvernement » dirigé par Pedro Carmona (le président de la Fedecamaras, le MEDEF vénézuélien). Les masses, un instant troublées par l'annonce dans tous les médias (détenus par les magnats qui dirigent l'opposition) de la prétendue démission de Chavez, sont ensuite sorties spontanément dans les rues de Caracas, encerclant le palais présidentiel et les casernes pour défaire par leur action directe le coup d'État, tandis que Chavez s'efforçait de négocier avec ses geôliers un quelconque compromis. La puissance de la mobilisation des masses et la loyauté de nombreuses unités de l'armée, ainsi que la passivité des autres, allaient avoir en quelques heures raison du coup d'État. Sous la pression du peuple, les soldats du rang, les officiers subalternes et une partie des officiers allaient arrêter les militaires putschistes. Chavez était remis en selle.

Les principaux responsables du coup d'État, tous connus, sont aujourd'hui aussi libres que n'importe quel citoyen. Au lieu de réagir au coup de force par des mesures d'épuration des corps de l'État, l'expropriation des grands groupes capitalistes et l'armement du peuple, Chavez a au contraire renvoyé les masses chez elles et décidé de laisser tranquillement les auteurs du coup d'État préparer le prochain. Il a même fait un certain nombre de concessions supplémentaires aux capitalistes vénézuéliens et impérialistes, revenant sur une partie des nominations au conseil de gestion de la PDVSA, sur des mesures de réforme agraire et sur le montant des impôts sur les sociétés. Il s'agit là non d'une « erreur » ou de « naïveté », comme se l'imaginent certains, mais au contraire d'une politique délibérée, reposant sur une conscience aiguë qu'il ne peut maintenir son propre pouvoir sans préserver un équilibre fragile entre l'impérialisme et la bourgeoisie d'un côté, et les masses exploitées et opprimées de l'autre.

b) Décembre 2002-Janvier 2003 : les masses triomphent du lock-out patronal en faisant repartir elles-mêmes la production... mais Chavez organise le « retour à la normale »

Face à l'échec du coup d'État, l'opposition, toujours emmenée par les principaux représentants du patronat, suivis comme leur ombre par les dirigeants corrompus de la CTV (Confédération des Travailleurs Vénézuéliens, jusqu'alors la principale centrale syndicale du pays), ont tenté de se débarrasser de Chavez par l'organisation d'un lock-out patronal, présenté de façon mensongère dans les médias vénézuéliens et internationaux comme une grève générale contre Chavez. Le but était de le faire tomber en paralysant la principale source de richesse du pays et du gouvernement, la PDVSA. À la demande du patronat et des administrateurs de la société pétrolière, la majorité des ingénieurs et techniciens de celle-ci, bien payés, et sans lesquels la production, très moderne, ne peut fonctionner, ont cessé le travail tout en continuant de toucher leur salaire. Le patronat a fermé ses usines, renvoyant les ouvriers chez eux, quitte à leur payer là aussi leur salaire. Une partie des travailleurs, frappés de plein fouet par la pauvreté et la misère persistante, ont suivi les mots d'ordre de la CTV qui, tout syndicat jaune qu'il soit, continue d'avoir une influence réelle sur une partie des masses. Mais la majorité de la classe s'est dressée contre ce lock-out : ce sont les ouvriers eux-mêmes qui, s'organisant, avec l'aide des cadres et techniciens de PDVSA qui n'avaient pas suivi l'appel du patronat, ont peu à peu remis en marche sous leur contrôle l'industrie pétrolière. Le chroniqueur du *New York Times*, visitant une des principales raffineries du pays fin décembre 2002, constatait lui-même que la production avait largement repris, atteignant environ 70 % de son niveau normal, que moins de 20 % des employés manquaient à l'appel et que les autres se dépensaient sans compter pour faire tourner les machines. Il citait les paroles d'un jeune ouvrier de 19 ans : « *Nous sommes plus fiers que jamais. Maintenant, nous avons montré à nos chefs que nous pouvons faire fonctionner cette usine sans eux* » (*New York Times*, 29 décembre 2002), phrase tout aussi symptomatique de l'immense réserve d'énergie révolutionnaire des masses que de leurs illusions envers Chavez.

Le soutien sans faille de la CTV au lock-out patronal contre les travailleurs a conduit à la constitution d'un nouveau syndicat à l'échelle nationale, l'UNT, dans la direction duquel des courants se revendiquant du trotskysme ont une influence

importante. Il est difficile d'estimer son implantation exacte, mais il s'agit sans aucun doute d'une organisation de masse. Si la constitution de cette nouvelle organisation constitue un progrès important pour le prolétariat vénézuélien qui commence à se doter de ses propres organisations, la ligne de soutien à peine critique à Chavez que semble avoir adoptée la majorité de sa direction nationale représente quant à elle un obstacle au processus de radicalisation et de conscientisation des masses.

Cependant, l'opposition, vaincue par l'activité révolutionnaire des masses remettant elles-mêmes l'économie en marche, avait à peine annoncé l'arrêt du lock-out, que Chavez faisait mettre un terme à l'expérience du contrôle ouvrier dans l'industrie pétrolière et rétablissait le fonctionnement normal de la compagnie, se bornant à licencier un certain nombre de cadres de l'entreprise parmi les plus en vue dans les opérations visant à bloquer la production pour faire tomber son gouvernement¹. Une nouvelle fois, Chavez révélait au grand jour sa véritable nature de Bonaparte, s'appuyant sur les épaules du prolétariat, du lumpen-prolétariat et de la paysannerie pour assurer son pouvoir contre la bourgeoisie, tout en leur tenant la bride pour continuer de gérer le capitalisme vénézuélien à sa façon.

L'imposition du référendum révocatoire du 15 août 2004 : une défaite pour les masses

S'appuyant sur la disposition de la Constitution qui prévoit la possibilité d'organiser un référendum révocatoire à partir de la mi-mandat, l'opposition, deux fois défaite, s'est alors lancée dans une campagne frénétique pour essayer d'obtenir par les urnes ce qu'elle n'avait réussi à obtenir ni par la force des armes, ni par le blocage de l'économie : les patrons ont multiplié les pressions sur leurs employés pour qu'ils signent, ont fait signer les morts encore inscrits sur les listes électorales, les médias n'ont cessé de susciter la peur parmi la petite bourgeoisie, dénonçant en Chavez la menace d'un tournant à la cubaine, etc. De son côté, Chavez donnait de la voix, affirmant que la révolution

¹ Sur ce point, les sources divergent. Certains parlent du licenciement de 15 000 employés de PDVSA (par exemple, l'article de *Socialismo o Barbarie*) tandis que d'autres évoquent le chiffre d'un millier.

entraîné dans sa phase « anti-impérialiste » et qu'il était nécessaire d'organiser sa « défense populaire », laissant imaginer à certains doux rêveurs (comme les militants vénézuéliens lié au groupe français *La Riposte*) qu'il pourrait finalement se décider à armer le peuple. Encouragés par la rhétorique du président qui dénonçait la campagne de l'opposition pour un référendum révocatoire, et soucieux d'éviter le terrain électoral favorable à la bourgeoisie, mais défavorable aux masses, les militants d'avant-garde, notamment ceux de l'UNT, ont mené dans un premier temps une bataille acharnée contre la tenue du référendum, dénonçant le caractère frauduleux des signatures recueillies, soulignant que le terrain électoral favorise la bourgeoisie qui dispose des médias et expliquant que cette campagne était possible seulement parce que l'opposition n'avait pas été frappée à temps. Si dans un premier temps le CNE (Conseil National Électoral) avait déclaré que le nombre de signatures valables était inférieur à 20 % du corps électoral, suite aux pressions de l'impérialisme sur tous les gouvernements de la région pour qu'ils s'associent à la campagne anti-Chavez et suite aux pressions de la mission Carter (l'ancien président des États-Unis), Chavez a finalement décidé d'accepter la tenue d'un référendum, bien que l'opposition n'ait pas obtenu les signatures requises. Il a justifié son revirement en présentant ce choix comme une tactique semblable à celle employée par les révolutionnaires (bourgeois) vénézuéliens contre l'impérialisme espagnol au milieu du XIXe siècle : refuser d'abord le combat pour attirer l'adversaire sur un terrain plus favorable et l'y écraser ensuite, comme ce fut le cas lors de la bataille dite de Santa Ines en 1811... En réalité, loin de garantir le moindre succès aux masses, cette concession de Chavez visait de sa part à la fois à persuader les impérialistes de sa bonne volonté et de sa modération, à détourner l'énergie révolutionnaire des masses dans un processus électoral de nature plébiscitaire et à se faire une nouvelle fois légitimer par l'onction du suffrage universel (soit la cinquième fois en six ans : élection présidentielle de 1998, élections à l'Assemblée Constituante en 1999, ratification de la Constitution par référendum en 1999, élection présidentielle de 2000).

Les résultats du référendum : défaite pour l'impérialisme, victoire pour Chavez

Les résultats du référendum sont une participation de 80 % et 58% de « non » (votes contre la destitution de Chavez). La majorité des ouvriers, les lumpen-prolétaires, les petits paysans ont fait la queue jusque tard dans la nuit pour pouvoir voter. À l'opposé, la bourgeoisie, les classes moyennes et la fraction des masses qui suit la CTV, laquelle dénonce la persistance de la pauvreté pour l'immense majorité, se sont également mobilisées. Au total, Chavez a augmenté de près de 2 millions le nombre de voix qu'il avait recueillies à la présidentielle de 2000. La signification immédiate de ces résultats, c'est à la fois une cinglante défaite pour l'impérialisme et la bourgeoisie vénézuélienne et une victoire pour Chavez, qui a une nouvelle fois réussi à canaliser l'énergie révolutionnaire des masses contre la bourgeoisie dans un soutien à son régime bonapartiste. Mais ces mêmes résultats manifestent la persistance d'une forte polarisation au sein de la société vénézuélienne, lourde d'affrontements à venir.

Pourquoi Washington est obligé de reconnaître la victoire de Chavez...

Après avoir annoncé dans un premier temps son refus de reconnaître les résultats du référendum, le gouvernement américain s'est finalement ravisé. Déjà, quelques jours avant le référendum, les « marchés » avaient fait savoir qu'ils ne verraient pas d'un mauvais œil la victoire de Chavez. Voilà en apparence un nouveau paradoxe : pourquoi la bourgeoisie américaine qui déteste tant Chavez a-t-elle été obligée de reconnaître assez rapidement les résultats du référendum, malgré la pression de l'opposition bourgeoise vénézuélienne ? Une fois de plus, cela ne peut se comprendre qu'en analysant la dialectique de la lutte de classes au Venezuela. Les résultats mêmes du référendum montrent qu'une défaite de Chavez n'aurait pas ouvert une ère paisible de restauration d'un gouvernement bourgeois traditionnel, mais aurait au contraire encore davantage aiguïlé les conflits de classes, mettant le pays au bord de la

guerre civile, situation pouvant ouvrir la voie à une révolution prolétarienne, comme à un renforcement du régime bonapartiste s'appuyant sur l'armée, car en l'absence de parti révolutionnaire de masse, et vu le prestige de Chavez, l'activité des masses risquerait fort d'être une nouvelle fois canalisée par le régime. Voilà une perspective qui ne pouvait qu'inquiéter la bourgeoisie américaine, au moment où elle a déjà de sérieuses difficultés à installer en Irak un gouvernement à sa botte reconnu par la population. À l'inverse, le maintien de Chavez au pouvoir est pour l'impérialisme, dans l'état actuel des choses, un moindre mal, car elle semble écarter, au moins à courte échéance, tout risque de dérapage en ce sens. Si Chavez inquiète parce qu'il s'appuie sur les masses, il devient pour l'impérialisme, dans la situation nouvelle qu'il a contribué à créer, un recours pour canaliser l'énergie révolutionnaire des masses dans le cadre du capitalisme. C'est d'ailleurs comme cela que les dirigeants chavistes se vendent à l'impérialisme. Dans une interview au quotidien argentin *Pagina 12*, le vice-président vénézuélien, José Vicente Rangel, explique que l'opposition n'a aucun candidat de remplacement et aucune base sociale pour gouverner : « *Je vous dis aujourd'hui que vous ne pouvez pas contrôler ce pays. (...) Chavez est une digue contre les troubles sociaux et les marchés savent cela. Ils le savent parfaitement. Les marchés sont beaucoup plus intelligents que les observateurs politiques, parce qu'ils veulent à tout prix éviter les pertes.* » (Cité par Bill Von Auken dans son article du *World Socialiste Web Site* — publication du comité international de la Quatrième Internationale — en date du 17 août 2004, sans donner la date de l'interview.)

Réaction bourgeoise ou révolution prolétarienne ?

Cela ne signifie pas cependant que la bourgeoisie vénézuélienne et l'impérialisme américain soient moins hostiles à Chavez et qu'elles aient renoncé à s'en débarrasser à plus ou moins brève échéance, selon l'évolution de la situation nationale et internationale. En effet, si la victoire de Chavez stabilise temporairement la situation au Venezuela, le fait qu'elle renforce son prestige auprès de tous

les exploités et opprimés d'Amérique Latine contribue à déstabiliser un peu plus tous les gouvernements en place, qui justifient leur politique en expliquant qu'on ne peut pas faire autrement que d'appliquer entièrement ce qu'exige l'impérialisme, tels les gouvernements de Lula, de Toledo, de Kirchner, etc. ; or, comme nous l'avons vu, Chavez a pris une série de mesures qui représentent des remises en cause (limitées, encore une fois) des volontés de ce même impérialisme. La bourgeoisie vénézuélienne a quant à elle une vision particulièrement claire de la situation. Dans une interview donnée au quotidien vénézuélien *El Nacional*, l'ancien président Carlos Andres Perez (destitué en 1993 pour corruption) s'exprime on ne peut plus clairement : « *Je travaille à la destitution de Chavez. Ce n'est que par la violence que nous pourrons le destituer. Nous n'avons pas d'autre possibilité. (...) Chavez doit crever comme un chien, car il le mérite. (...) Nous ne pouvons pas simplement nous débarrasser de Chavez et immédiatement introduire une démocratie. Nous allons avoir un besoin d'une période de transition de deux à trois ans, pour jeter les bases d'un État, dans lequel le droit et la loi règnent. (...) Une junte devra d'abord fermer le Parlement, la Cour Suprême, et toutes les institutions où les partisans de Chavez ont la majorité.* » (Cité également par Bill Von Auken, *ibid.*) Voilà ce que pense la bourgeoisie vénézuélienne — comme l'américaine.

Il est d'ailleurs parfaitement clair que cet équilibre précaire ne durera pas éternellement. Ou bien les reculades successives de Chavez face à l'impérialisme, ayant fini d'épuiser l'énergie des masses, conduiront au renversement de son régime par la bourgeoisie, à l'instauration d'une dictature et à la reconstruction d'un régime de domination normal pour la bourgeoisie ; ou bien les masses, débordant du cadre étroit de la propriété privée dans lequel Chavez cherche à contenir leur mobilisation, s'ouvriront la voie de la révolution prolétarienne. De ce point de vue, il est évident que l'orientation des organisations se revendiquant du combat pour la révolution prolétarienne sera décisive.

Antoni Mivani

POLITIQUE DE PRESSION DE GAUCHE SUR LE BONAPARTISME CHAVISTE »... OU POLITIQUE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE ?

a) Où mène la politique de pression à gauche sur Chavez ?

La plupart des organisations se revendiquant du trotskysme ont adopté comme orientation principale dans la question vénézuélienne une position d'aile gauche du chavisme, donnant des conseils et faisant pression sur Chavez pour qu'il aille plus loin qu'il ne le veut lui-même. Cette politique a beau se réclamer de Trotsky, elle est l'antithèse même de la politique préconisée par le fondateur de la IV^e Internationale. Car, tout en indiquant que l'hypothèse que, dans des circonstances particulières, des partis petit-bourgeois ou staliniens puissent aller plus loin dans la rupture avec la bourgeoisie qu'il ne le veulent eux-mêmes, le « Programme de transition » rédigé par Trotsky affirme clairement que « les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifiques, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir ». La politique de critique et de pression à gauche sur Chavez n'est pas une politique trotskyste, mais la politique du réformisme, illustrée à maintes reprises par les organisations staliniennes. C'est une politique qui conduit tout droit à la défaite, c'est-à-dire à la victoire plus ou moins rapprochée de la réaction bourgeoise et à des années de dictature. Le prolétariat bolivien l'a appris dans sa chair : cette orientation appliquée par le puissant POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire), alors section de la IV^e Internationale en Bolivie, avec l'accord de la direction internationale Pablo-Mandel, cette politique de pression sur le MNR petit-bourgeois, puis de participation au gouvernement bourgeois constitué par le MNR, alors que les ouvriers organisés dans la COB (centrale syndicale issue de ces luttes) et leurs conseils dirigeaient de facto le pays, a conduit à l'échec l'un des plus puissants et des plus prometteurs soulèvements révolutionnaires de l'après-Seconde Guerre mondiale.

On ne s'étonnera pas que le prétendu « Secrétariat unifié » (SU) de la « IV^e Internationale » et la LCR, sa section française, soient encore aujourd'hui les champions toutes catégories dans cette politique servile de trahison de la révolution. Edouard Diago, dans son article d'*Inprecor*, attribue ainsi les « limites » du chavisme essentiellement à « l'absence d'un projet stratégique ». Dans la dernière livraison de *Rouge*, le même Edouard Diago, énumérant les réformes de Chavez sans parler du reste, va encore plus loin, dénonçant ceux qui osent encore rester « sceptiques » : « Pourtant nombreux sont encore les sceptiques de la dynamique vénézuélienne, y compris chez les marxistes-révolutionnaires, qui reprochent l'absence de perspective socialiste. Lorsque les droits énoncés par la Constitution seront remplis, la perspective socialiste se sera singulièrement rapprochée. Il n'est donc pas question de sémantique, mais d'action politique. » Les masses vénézuéliennes apprécieront que le SU et la LCR estiment que l'impunité des artisans du coup d'État, la protection des propriétaires fonciers et des capitalistes vénézuéliens, les concessions récurrentes à l'impérialisme, le maintien de l'armée et de la police comme organes de défense de l'ensemble de ce régime bourgeois, ainsi que la persistance de la misère dans un pays aussi riche que le Venezuela, soient qualifiés de « question de sémantique ». En même temps, de la part d'une organisation qui a un ministre, Miguel Rossetto, dirigeant de DS (organisation sœur de la LCR au Brésil), dans le gouvernement Lula, qui applique lui-même sans sourciller toutes les exigences de l'impérialisme et de la bourgeoisie brésilienne, y compris les mesures de répression contre les paysans sans-terre qui occupent les grandes propriétés, cela ne saurait surprendre outre mesure. Mais, à ce stade, les militants du SU et de la LCR devraient tout de même sérieusement s'interroger sur l'orientation de leur organisation.

Le PT français et la prétendue « IV^e Internationale » lambertiste ne sont évidemment pas en reste, puisqu'ils apportent un soutien acritique à Chavez par l'intermédiaire

de syndicalistes réformistes de leur « Entente Internationale des Travailleurs ». Dans un communiqué datant du 11 août, Daniel Gluckstein, repeignant la politique de Chavez aux couleurs de l'anti-impérialisme et de l'anti-capitalisme, explique : « Ils veulent chasser Chavez, le gouvernement légitime du Venezuela, porté au pouvoir par le peuple parce qu'il a refusé de privatiser la compagnie nationale du pétrole vénézuélien [on a vu ce qu'il en était en réalité], parce qu'il a osé utiliser l'argent du pétrole pour augmenter les salaires et pour consacrer plus de 2 milliards de dollars de ces revenus aux services et droits sociaux des travailleurs vénézuéliens [sur combien de milliards de recettes pétrolières ?... 57 milliards !]. Ils veulent chasser Chavez parce qu'il a osé commencer la distribution des terres aux sans-terre vénézuéliens » (*Informations Ouvrières* n° 654 du 18 août 2004). Gluckstein passe ainsi entièrement sous silence, comme son compère-adversaire de la LCR, que le régime en place continue de gérer le capitalisme, avec l'exploitation et les souffrances que cela continue d'engendrer pour les masses. Le PT est tout simplement à la remorque de Chavez lorsqu'il s'exclame : « Halte à l'ingérence nord-américaine au Venezuela ! (...) Souveraineté du peuple et de la nation vénézuélienne ! Le pétrole et la terre du Venezuela appartiennent au peuple vénézuélien ! » Reprenant la rhétorique petite-bourgeoise de conciliation des classes dans l'union nationale utilisée par Chavez, Daniel Gluckstein dissimule aux militants du PT que 90 % de la terre appartient à 1% des propriétaires fonciers, que le pétrole appartient non pas au peuple, mais à la clique qui gère l'État et à l'impérialisme, et que les richesses du Venezuela sont concentrées pour l'essentiel dans les mains de 31 familles, pendant que 75 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ah qu'il est loin le « Programme de transition » de la Quatrième Internationale ! Les héritiers officiels de la lutte contre le « pablisme » ont visiblement un souvenir lointain du sens de ce combat, car là non plus, on ne trouve pas l'ombre d'une politique indépendante, d'une politique de classe. Les militants du CCI-PT

devraient relire le programme de Trotsky et les leçons du combat contre le pablsme pour apprécier, avec le recul et l'esprit critique nécessaire aux révolutionnaires authentiques, la politique menée aujourd'hui par leur parti.

Quoique sous une forme nettement plus gauche, l'UIT (Unité Internationale des Travailleurs, organisation internationale du MST argentin, née de la crise du « morénisme » en Amérique latine) a mené, sous l'étiquette de syndicalistes membres ou proches de cette organisation au Venezuela, notamment des dirigeants de la nouvelle confédération UNT, une campagne internationale de soutien au « non » pour le référendum révocatoire. Mais non seulement cette organisation n'a pas formulé la moindre critique sérieuse contre Chavez et sa politique, mais encore elle a repris toute sa rhétorique trompeuse sur la prétendue nouvelle « bataille de Santa Ines » (bataille ayant permis l'accession du Venezuela à l'indépendance en 1811!), recouvrant d'un vernis de gauche la prétendue « révolution bolivarienne » de Chavez, dont le régime est ainsi présenté comme n'étant plus un régime démocratique bourgeois, sans être pour autant un régime prolétarien. C'est ainsi que l'organisation politique vénézuélienne avec laquelle l'UIT semble entretenir des liens étroits, l'OIR (Organisation de Gauche Révolutionnaire) tenait au lendemain du référendum une position plus proche d'un soutien de gauche à Chavez que d'une politique de classe indépendante. Après avoir parlé des « spectaculaires conquêtes démocratiques et sociales acquises par les travailleurs et le peuple ces dernières années (élargissement des droits politiques, répartition de terres, crédits à bas prix...) », elle explique que « la révolution se poursuit » avant de s'interroger sur la continuité du paiement de la dette, la liaison de la politique pétrolière aux exigences des multinationales, la baisse du pouvoir d'achat et l'impunité des auteurs du coup d'État. Non seulement tout cela est formulé sous la forme de simples questions, non seulement il manque des mots d'ordre décisifs (cf. ci-dessous), mais surtout l'OIR remet à Chavez la charge de réaliser ses revendications, affirmant dans sa dernière phrase : « Si nous voulons parler véritablement d'approfondir le processus révolutionnaire, nous devons réclamer du gouvernement de Chavez que, s'appuyant sur cette

immense énergie populaire, mise en évidence aujourd'hui, qu'il utilise le triomphe du NON pour faire face à tous ces problèmes ». Ce n'est évidemment pas une politique de classe indépendante que de renforcer les illusions des masses dans la volonté et la capacité de Chavez de réaliser une politique authentiquement anti-impérialiste. On ne saurait justifier une telle retenue au nom de la politique du front unique anti-impérialiste (FUA), car une telle retenue est contraire à une authentique politique de FUA, telle que recommandées par les « thèses d'Orient », adoptées par le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (1922) : « *Non moins nocive est la tentative de mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une 'unification nationale' ou d'une 'paix sociale' avec les démocrates bourgeois (...)* De même que le mot d'ordre de front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison par les social-démocrates des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. » Certes, on ne saurait mettre la politique de l'UIT exactement sur le même plan que celle de la LCR et du CCI-PT, mais il est clair qu'il ne s'agit pas d'une politique révolutionnaire, mais d'une politique opportuniste, de pression à gauche sur Chavez.

b) Où mène le gauchisme renvoyant dos-à-dos les deux camps bourgeois ?

À l'extrême opposé, les camarades de la LOI (« Democracia Obrera »)¹ se bornent à renvoyer dos-à-dos les deux camps, celui de Chavez comme celui de son opposition, sous prétexte qu'ils sont et l'un et l'autre bourgeois. Ils en concluent qu'une organisation prolétarienne digne de ce nom ne pouvait ni appeler à voter « non » ni appeler à voter « oui », mais devait se borner à dénoncer le piège du référendum... S'il est tout à fait vrai que les deux camps en lutte sont bourgeois, il est en revanche absolument faux d'en déduire que le prolétariat doit être neutre. Le prolétariat ne s'intéresse pas

¹ D'après le projet d'article pour le BIOD n° 6 envoyé aux organisations préparant une conférence internationale pour janvier 2005.

simplement au « contenu de classe » des programmes en présence, mais également à la dynamique de la lutte de classe, pour s'efforcer d'y développer son intervention indépendante. Ignorer les conflits entre l'impérialisme et la bourgeoisie, d'un côté, et le régime bonapartiste de Chavez, de l'autre, ce n'est pas du marxisme, mais une caricature de marxisme — de même que, à l'opposé, farder Chavez d'un vernis de gauche sous prétexte de combattre l'impérialisme et la bourgeoisie, c'est de l'opportunisme. Une fois que la tenue du référendum était devenue inévitable en raison des rapports de force entre les classes (qui incluent bien sûr la conscience des masses et la politique des organisations d'avant-garde), il était nécessaire d'appeler à voter « non » au référendum, pour infliger une défaite à l'impérialisme, tout en profitant de l'agitation politique pour développer parallèlement une campagne en faveur de mots d'ordre spécifiquement prolétariens. Le prolétariat n'accorde en aucun cas de soutien politique aux bons bourgeois « progressistes » contre les « méchants » bourgeois dictatoriaux, mais il pratique l'unité d'action, y compris avec les partis petit-bourgeois lorsque ceux-ci s'engagent, fût-ce timidement, sur la voie de la lutte contre l'impérialisme, à la condition que, comme l'écrit Trotsky, « on lui [au mouvement ouvrier] reconnaî[sse] cette importance autonome et [qu'] 'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles », avec les objectifs rappelés plus haut. Car le prolétariat s'efforce de créer les meilleures conditions pour développer sa propre lutte de classe, c'est-à-dire pour rassembler peu à peu toutes les masses exploitées et opprimées, y compris les masses non prolétariennes, derrière le drapeau de la révolution socialiste. De même, l'organisation communiste révolutionnaire ne se borne pas à prêcher dans l'abstrait aux masses les vertus du socialisme sans se plonger dans les luttes qui polarisent leur intérêt. L'orientation typiquement gauchiste — au sens léniniste du terme — consistant à refuser de prendre position pour le « non » au référendum ne peut que faciliter la tâche de Chavez et de ses amis en isolant les marxistes des masses.

c) Combattre pour le « non » au référendum et mettre en avant les

mots d'ordre de transition vers le gouvernement ouvrier et paysan

Dans les deux dernières années, les masses exploitées et opprimés du Venezuela ont fait preuve d'une énergie révolutionnaire. Ce qui leur manque, ce n'est donc pas la spontanéité révolutionnaire, c'est un *programme* révolutionnaire leur permettant de s'orienter vers la prise du pouvoir. Cela revient à dire qu'il leur manque d'abord et avant tout un *parti* authentiquement marxiste. La tâche de l'heure pour les communistes révolutionnaires au Venezuela, c'est donc de mettre en avant des mots d'ordre de transition, permettant aux masses de se diriger toujours plus vers la conclusion qu'elles ne peuvent mettre un terme à leurs souffrances sans prendre elles-mêmes le pouvoir. L'incapacité de Chavez par sa politique nationaliste bourgeoise de satisfaire les demandes des exploités et des opprimés parce qu'il refuse de rompre avec l'impérialisme et la bourgeoisie, est un puissant facteur de radicalisation des masses, tout comme la menace du retour des politiciens honnis. La lutte contre la réaction bourgeoise et les risques d'une nouvelle tentative de coup d'État doivent être pour les marxistes l'occasion de mettre en avant le mot d'ordre de développement et de centralisation des organismes d'auto-organisation des masses vénézuéliennes, l'exigence de l'armement généralisé du peuple sous la direction de milices prolétariennes, comme seule véritable garantie contre un nouveau putsch. Ne pas mettre en avant ce mot d'ordre est absolument criminel, car c'est préparer l'écrasement des masses soit par la réaction bourgeoise directe, soit par la clique bonapartiste de Chavez. Corrélativement, les marxistes s'efforcent de développer leur propagande et agitation dans l'armée, d'organiser des comités de soldats, de les lier aux organes d'auto-organisation des masses. Contre la propagande diffusée continuellement par les médias aux mains des 31 familles, les marxistes exigent l'expropriation de ces moyens de communication et leur mise à disposition des travailleurs et des masses organisées. Face à l'incroyable parasitisme de la bureaucratie qui dirige l'État, les marxistes doivent

mettre en avant l'exigence d'expulsion des administrateurs corrompus de la PDVSA, l'instauration du contrôle ouvrier et la publicité des comptes de l'entreprise, afin que la rente pétrolière serve au développement de l'économie, et non à nourrir quelques centaines de parasites. Ils avancent également le mot d'ordre du contrôle ouvrier pour tout autre secteur important de l'économie nationale. Face à ce scandale que le Venezuela doit importer une large part de sa consommation alimentaire et qu'en outre de très nombreuses familles n'aient toujours pas à manger à leur faim, l'organisation marxiste exige l'expropriation des grands propriétaires terriens au profit de l'État et la culture des grands domaines sous contrôle des paysans avec du matériel moderne et la mise en culture des terres encore laissées en jachère. Ils doivent *proposer* aux paysans de travailler sur ces grands domaines nationalisés sous leur propre contrôle, en faisant tout leur possible pour les *convaincre* que c'est la solution la plus rationnelle pour nourrir le peuple, grâce aux instruments agricoles modernes ; en même temps, pour réaliser l'union indéfectible des paysans avec le prolétariat, ils reconnaissent le droit pour les petits paysans et les paysans sans-terre spoliés, pillés et exploités par les grands propriétaires depuis plusieurs générations, d'obtenir s'ils le souhaitent une terre à titre privé, pour nourrir leur famille (alors que Chavez refuse quant à lui de réaliser une véritable réforme agraire, capitulant dans la pratique devant les grands propriétaires fonciers, tout en flattant idéologiquement les préjugés des petits paysans qui aspirent à la propriété privée).

À ces principales revendications doivent venir, selon le moment de la lutte, s'en ajouter d'autres. Mais, en tout état de cause, les communistes révolutionnaires internationalistes expliquent sans relâche aux masses qu'elles ne sauraient en aucun cas compter sur Chavez pour réaliser ce programme, c'est-à-dire que seuls les travailleurs eux-mêmes, entraînant à leur suite les masses opprimées des villes et des campagnes, peuvent résoudre les problèmes auxquels le Venezuela est confronté, par la conquête du pouvoir. Ces revendications sont en effet liées

indissolublement à la perspective d'un gouvernement des travailleurs et de la paysannerie, seul à même de réaliser un plan de développement économique efficace, en s'appuyant sur le soutien des prolétaires et des peuples des autres pays du continent. Cette orientation est donc indissolublement liée à l'orientation vers les États-Unis socialistes d'Amérique Latine.

L'orientation développée ici est proche de celle proposée aussi bien par le CC-POR (section argentine de la TCI) que par la FTSI (PTS en Argentine), deux organisations avec lesquelles le Groupe CRI est en discussion. Néanmoins, on reprochera au CC-POR de tendre à transformer le Front Unique Anti-impérialiste d'une simple tactique (très importante) en une stratégie, en donnant une importance insuffisante aux revendications proprement ouvrières ou en tendant à les enfermer dans un cadre strictement anti-impérialiste. Mais, à l'opposé de tous les opportunistes, le CC-POR met correctement en pratique l'orientation du FUA, sans jamais farder Chavez, mais en indiquant comment le démasquer. On peut mesurer toute la différence avec les diverses variétés de l'opportunisme dans les mots d'ordre et la perspective mis en avant : *« Le meilleur chemin pour affronter la capitulation et la trahison du nationalisme bourgeois est la construction d'un Front Unique Anti-impérialiste qui mette au premier plan l'unité de tous les exploités sur la base d'un programme anti-impérialiste de gouvernement et développe les méthodes de mobilisation et d'action directe. La concrétisation de cette politique et de ce programme est lié au rôle directeur que la classe ouvrière et son parti (qu'il est nécessaire de construire) doivent assumer en luttant pour un gouvernement ouvrier et paysan sur le chemin des États-Unis socialistes d'Amérique Latine »* (Masas n° 165, juillet 2002). — De son côté, la FTSI présente une analyse juste de la situation et dénonce correctement ceux qui capitulent devant le chavisme en le soutenant politiquement, mais il manque à ses articles d'expliquer *en quoi doit consister pratiquement* la politique indépendante du prolétariat qu'il préconise, donnant l'impression qu'il s'agit plus de commentaires extérieurs à la situation que d'analyses visant à permettre une intervention politique communiste révolutionnaire internationaliste sur la base d'un *programme de transition* clair et adapté à la conscience des masses. — Et surtout, dans les deux cas (TCI et FTSI), il manque le mot d'ordre essentiel de l'armement du prolétariat et du peuple vénézuéliens, sans lequel ils seront inévitablement défaits.

Antoni Mivani

LA RÉSISTANCE A PERDU UNE BATAILLE, ELLE N'A PAS PERDU LA GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE

Avec la fin de la bataille de Nadjaf et la reddition des rebelles, l'armée américaine et ses supplétifs compradores autochtones ont remporté une nouvelle victoire dans leur « guerre sans fin » contre le peuple irakien. Les communistes révolutionnaires n'ont évidemment aucune sympathie pour Moqtadah el Sadr, islamiste réactionnaire dont les partisans n'hésitent pas à s'en prendre aussi à la population et aux travailleurs (cf. sur ce point le dernier numéro du CRI des travailleurs). Mais la reddition des rebelles dits « chiites » qui, depuis plus d'un an, tenaient tête aux troupes impérialistes et contrôlaient depuis des mois toute la ville de Nadjaf, signifie avant tout une défaite de la résistance nationale irakienne. Cette défaite est intervenue après plusieurs semaines de combats d'une rare violence, au cours desquels les résistants mal armés ont tenu tête aux soldats suréquipés, aux avions et aux blindés américains, qui ont bombardé des quartiers entiers, faisant des centaines de morts parmi les civils. Ce déluge de feu américain a provoqué des manifestations très importantes de la population dans tout le pays, aussi bien dans le sud dit « chiite » que dans les quartiers populaires de Bagdad et à Falloudja, pourtant « fief sunnite ». À l'heure où nous écrivons, c'est d'ailleurs au tour de cette autre grande ville résistante de subir un assaut sans précédent des troupes d'occupation. À quelques semaines maintenant de l'élection présidentielle américaine, l'occupant impérialiste essaie de frapper de manière décisive les bastions de la résistance nationale irakienne, pour tenter d'établir enfin l'« ordre » néo-colonial qu'il était de moins en moins capable de garantir au cours de la dernière période, malgré la répression féroce et la torture massive des opposants. Les simples manifestations populaires, massives, ont été décimées par les troupes d'occupation, qui n'ont pas hésité à tirer sur des personnes désarmées qui criaient leur colère et leur haine légitimes de l'impérialisme américain.

Pendant ce temps-là, l'entreprise Halliburton directement liée au vice-président américain Richard Cheney est prise pour la deuxième fois en quelques semaines en flagrant délit d'arnaque contre l'armée américaine elle-même : la première fois, il

s'agissait d'une surfacturation du pétrole fourni à l'armée, cette fois, il s'agit d'une surfacturation de 1,8 milliard de dollars des services de restauration et de logement des troupes. Telle est, au-delà des discours, la réalité du fameux « patriotisme » américain !

Mais la victoire militaire de l'impérialisme à Nadjaf et bientôt à Falloudja n'est elle-même que l'expression d'une victoire fondamentalement politique : une prétendue « conférence nationale » s'est réunie à partir du 15 août, avec les collaborateurs de tous poils, Moqtadah el Sadr ayant quant à lui refusé de cautionner cette mascarade, de même qu'un certain nombre d'oulémas sunnites. Pour les Anglo-Américains, il s'agit de stabiliser le pays, afin de pouvoir y investir en paix, non seulement pour le pétrole, mais plus généralement pour y construire de nouveaux marchés sur lesquels ils puissent jouir d'un véritable monopole ; pour le moment, en effet, la situation ne permet pas aux entreprises de s'installer en toute sécurité, ce qui explique le retard considérable pris dans la reconstruction de l'Irak, en dehors des infrastructures pétrolières (un récent rapport révèle ainsi que seule une infime partie des 18 milliards de dollars de crédits votés par le Congrès américain pour la reconstruction de l'Irak a été utilisée à ce jour). Mais les prétendus « délégués » de cette conférence ne représentent nullement la population irakienne : ils ont en fait été désignés par le gouvernement mis en place par l'occupant fin juin sous la direction d'Iyad Allawi, ancien dirigeant du parti Baas dans les années 1970, lié à la CIA et aux services secrets britanniques. Et ces délégués eux-mêmes ont eu en fait comme principale fonction d'entériner la création d'un soi-disant Conseil national de 100 membres, préalablement triés sur le volet par la puissance occupante, et chargés officiellement de contrôler le gouvernement et de préparer des élections générales pour janvier prochain. En fait, les principales forces politiques dégagées à l'occasion de cette conférence sont, outre les deux grandes formations bourgeoises kurdes qui étaient suppôts des Américains dès les années 1990 et furent partisans

virulents de l'intervention en Irak, des segments de l'ex-parti Baas de Saddam Hussein et surtout les forces islamistes dites « modérées », comme le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak et le Haut Conseil islamique... C'est ainsi que le dispositif mis en place cet été scelle non seulement l'union nationale des forces collaboratrices, mais aussi la mise sous tutelle islamiste de l'ensemble de la société irakienne — comme l'avaient annoncé les premiers actes du gouvernement, qui a notamment rétabli la peine de mort et liquidé la laïcité de l'État.

Tous les démocrates petits-bourgeois qui refusent de soutenir la résistance nationale irakienne pour la défaite de l'impérialisme, sous prétexte qu'elle est dirigée par des islamistes réactionnaires, ne comprennent pas que la victoire impérialiste conduit de toute façon au triomphe d'islamistes tout aussi réactionnaires. Pour sortir de ce dilemme, il n'y a pas d'autre solution, pour le peuple et le prolétariat d'Irak (et du Kurdistan irakien), que de s'engager dans une véritable guerre de libération nationale, et d'en disputer la direction aux islamistes, en imposant une perspective réellement anti-impérialiste et démocratique, par conséquent socialiste.

Nina Pradier Tortures en Afghanistan

Nous ne revenons pas ici les révélations multiples concernant les tortures et sévices infligés aux prisonniers des Américains en Irak ou à Guantanamo, dont les médias français se sont largement fait l'écho en condamnant vertueusement les États-Unis. En revanche, on a beaucoup moins entendu parler des tortures et sévices que subissent quotidiennement les Afghans depuis maintenant près de trois ans — sans doute parce que les troupes françaises participent à l'occupation de ce pays, depuis la décision en ce sens de Chirac-Jospin-Buffet en 2001 ? En tout cas, un article du *Monde* du 2 juin dernier rendait tout de même compte du témoignage d'un policier afghan arrêté par les Américains suite à un tir de missiles contre la base US d'Assadabad : l'homme raconte comment il a été maltraité, battu, humilié, dénudé, tondu, les membres liés en permanence, privé en permanence de la lumière du jour, tenu dans l'interdiction de s'allonger pour dormir, constamment réveillé et suspendu pendant des heures d'affilée par les bras à des fils de fer avant les interrogatoires ou à titre de punition...

Finalement, aucune charge ne pouvant peser contre lui, il a été relâché au bout de deux mois de ce calvaire, avec un simple « sorry »... Cette expérience a au moins le mérite de lui avoir ouvert les yeux : il a refusé de retourner dans la police... — L'article précise qu'on recense 1000

personnes arrêtées et détenues sans aucun motif depuis 2002 en Afghanistan, sans compter les résistants. Un certain nombre d'entre elles en sont mortes, mais on ne dispose évidemment pas de chiffres précis. Enfin, beaucoup sont rendues par l'armée US non pas à leur famille, mais aux

services de sécurité afghans... qui exigent alors des rançons considérables pour les libérer ! Torture et complicité de prise d'otages : telle est la réalité inévitable de toute lutte impérialiste du « bien » contre le « mal » !

N. P.

ÉTATS-UNIS, GUERRE CONTRE L'IRAK

TROIS FILMS CONTRE BUSH... MAIS SANS VÉRITABLE PERSPECTIVE

Trois films, que l'on peut encore voir actuellement sur certains écrans, Fahrenheit 9/11 de Michael Moore (États-Unis), Le Monde selon Bush de William Karel (France) et Liberty Bound de Christine Rose (États-Unis), ont récemment pris pour thème l'administration américaine sous la présidence de Bush. Ils reviennent sur le 11 septembre 2001 et ce qui s'ensuivit : guerres en Afghanistan et en Irak, mais aussi graves attaques contre les libertés civiles américaines et aggravation de l'autoritarisme gouvernemental... Ces films sont donc très importants et permettent de décrire ce qu'est aujourd'hui la « démocratie » en Amérique, gangrenée par la toute-puissance des hommes d'affaires et des milieux les plus réactionnaires. Mais c'est aussi l'occasion de pointer du doigt ce qu'il faut bien appeler l'absence de perspectives politiques, voire les illusions que ces films, à un plus ou moins grand degré, laissent derrière eux. — Nous reviendrons d'ailleurs plus précisément, dans le prochain numéro du CRI des travailleurs, sur la situation politique aux États-Unis, le programme des différents candidats à la veille de l'élection présidentielle, et les perspectives pour les travailleurs américains.

Fahrenheit 9/11 : un film efficace... mais le vote démocrate comme seule perspective

Le film de Michael Moore s'ouvre sur l'*Election Night* de novembre 2000 : feu d'artifice, joie, drapeaux. On vit « un rêve », annonce la voix *off* du réalisateur : Al Gore, le candidat démocrate, a remporté les élections présidentielles, comme l'annonce la plupart des télévisions américaines. Donc, voilà le « rêve » selon Michael Moore : les démocrates au pouvoir... Et pourtant... C'est finalement Bush qui gagne, alors même que l'avance de Gore en nombre de voix est assurée. Pour truquer les résultats, en particulier en radiant des milliers d'électeurs noirs des listes électorales, Bush a bénéficié de la complicité de son frère, gouverneur de Floride, et de certains médias, comme la Fox, détenue par son cousin John Ellis. Le jour de l'investiture se passe particulièrement mal pour celui qui va être intronisé roi du monde, des manifestations gigantesques venant bloquer le passage de la limousine présidentielle. En tout cas, voilà Georges Bush Junior à la tête de

l'État, mais avec peu de choses dans la tête, selon la démonstration que veut nous donner le réalisateur. Moore s'attarde longuement à montrer que Bush ne travaille pas, passant davantage de temps dans son ranch du Texas qu'à la Maison Blanche. Certaines scènes sont de fait très drôles, campant Bush en joueur de golf, en plaisancier sur son yacht, en cow-boy, en ami des tatous, bref dans tous les rôles et jusqu'aux plus ridicules, sauf celui de président des États-Unis d'Amérique.

Moore expose alors combien la caste politique dirigeante est liée aux grandes entreprises américaines : Bush père siège dans le conseil de direction de Carlyle Group, consortium englobant des industries d'armement et qui a en particulier fourni une bonne partie de l'arsenal militaire à l'armée américaine en Irak ; Richard Cheney (vice-président) est l'ancien P-DG du groupe Halliburton, premier groupe de services pétroliers dans le monde ; Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense) est membre du conseil d'administration du groupe ADB, grand fournisseur d'armes nucléaires ; Colin Powell (secrétaire d'État, l'équivalent du ministre des affaires étrangères) a appartenu à la direction du groupe Gulfstream Aerospace Corporation ; Condoleezza Rice (conseillère à la sécurité nationale) a été présidente de Chevron, une gigantesque compagnie pétrolière... Bref, c'est le monde des marchands de pétrole et de canons au pouvoir. La famille Bush est par ailleurs très étroitement liée aux « Saoudiens » et tout particulièrement à la famille Ben Laden. On le savait déjà, mais *Fahrenheit 9/11*, par la convergence des images et des preuves qu'il propose, le confirme de manière irrévocable. En ouverture du film, Moore montre tous ces menteurs d'État en train de se faire maquiller avant leurs passages à la télévision, métaphore de la mise en scène, des mystifications, du *maquillage* que constitue leur pouvoir.

Le mensonge, donc, tel est l'un des moteurs de la dénonciation du film, mais aussi l'impudence de ceux qui n'ont pour but que de faire du profit. Parmi les morceaux d'anthologie de *Fahrenheit 9/11* figure cette séquence montrant un colloque d'hommes d'affaires intitulé « *Rebuilding Irak* ». L'un des intervenants fait un lapsus, parlant d'« invasion » de l'Irak, avant de se rattraper et de corriger en un plus politiquement correct « libération de l'Irak ». Mais l'essentiel est bien, dans

cette séquence, la façon dont ces patrons expliquent tranquillement que l'Irak est devenu l'un des marchés les plus juteux du monde, quasiment réservé aux entreprises américaines et que celles-ci pourront gagner leur « part du gâteau » : « *business, do business* », tel est leur unique mot d'ordre, et ils ne s'en cachent pas. La force de frappe du film réside bien dans cette éclatante démonstration du cynisme capitaliste, en contraste avec les images terribles de l'Irak bombardé que Moore ne manque pas de projeter à l'écran.

D'autres scènes encore sont particulièrement frappantes : ce sont celles qui ont trait au recrutement des *boys* par l'armée américaine. Deux agents recruteurs en grand uniforme militaire viennent ainsi traîner devant les supermarchés pour proposer à des jeunes au chômage ou manquant d'argent pour financer leurs études ou leurs projets, de s'engager. Au total, le film montre à quel point la plupart des « GIs » sont des jeunes issus des familles les plus défavorisées, sans ressources et qui n'ont d'autre moyen pour s'en sortir que de s'engager dans l'armée, au moins temporairement. Une fois en Irak, ces jeunes, des adolescents encore, sont totalement perdus, moralement atteints. Tandis que les uns se réfugient dans la violence extrême — certaines images, hélas bien réelles quant à elles, rappellent ainsi le Kubrick de *Full Metal Jacket* —, d'autres sombrent dans le désarroi de voir qu'ils viennent semer la mort parmi des innocents. Certains de leurs regards ne trompent pas, dès lors, sur leur détresse.

L'accueil que *Fahrenheit 9/11* a reçu aux États-Unis est inédit pour un documentaire. Il recèle de fait de fortes qualités : c'est avant tout un film, qui est certes un documentaire, mais qui sait cependant puiser dans les ressorts de la fiction : il parvient à tenir son spectateur en haleine, lui offre des personnages, lui raconte une histoire. Certains passages sont absolument bouleversants, comme celui qui montre cette mère d'un jeune soldat en Irak, d'abord elle-même très patriote, allant chaque jour accrocher la bannière étoilée sur le mur de sa maison. On la retrouve ensuite alors que son fils est mort en Irak. Et sa douleur, extrême, est montrée avec la pudeur qui s'impose devant ce drame indicible et aussi l'indignation que la politique meurtrière du gouvernement suscite face à de telles souffrances.

Pourtant, il faut déplorer que ce film s'arrête à mi-chemin dans sa dénonciation. Il avait un potentiel explosif, qu'il n'a pas su ou voulu exploiter totalement. Justement parce qu'il aurait pu être non seulement un brûlot, mais encore une arme politique pour la population américaine qui puisse l'aider à lutter contre la classe dirigeante, on peut lui reprocher de laisser au contraire les spectateurs dans le désarroi le plus total : inutile de manifester, de se mobiliser, de faire grève (un mot qui n'existe pas, en l'occurrence, chez Moore). Et surtout, une seule chose reste à faire : voter démocrate, pour que se réalise enfin la scène d'ouverture de *Fahrenheit 9/11*, le triomphe des démocrates sous une pluie de drapeaux américains avec des acteurs de cinéma « engagés » et heureux. Un vétéran, ancien soldat en Irak, le dit bien : avant, il votait républicain, maintenant il sera un membre du parti démocrate : voilà le seul témoignage recueilli sur le sujet de l'engagement politique. Or, dans le cadre de la campagne actuelle, c'est le message principal que retiendront bien des spectateurs américains. Moore a d'ailleurs participé, cet été, à la Convention démocrate et s'est donc affiché comme un partisan engagé en faveur de ce parti.

Le parti démocrate, une perspective ? Moore se garde bien de dire que Kerry lui-même a voté pour le déclenchement de la guerre en Irak, et que la résolution portant sur le déclenchement de cette guerre a été rédigée par Richard Gephardt, chef de file du parti démocrate au Congrès. Que le Congrès a voté à l'unanimité l'augmentation des dépenses militaires et des déductions fiscales massives aux entreprises. Que Clinton avait lui-même promulgué des lois « antiterroristes » à la suite des attentats d'Oklahoma City. Que tous les sénateurs démocrates sauf un ont voté le *Patriot Act* liberticide, de même que les deux tiers des députés démocrates. Ou encore qu'au cours des deux mandats de Clinton, les budgets octroyés aux systèmes de santé, Medicare pour les personnes âgées et Medicaid pour le système général, ont diminué respectivement de 171 milliards et 33 milliards de dollars. Que sous ces mêmes mandats de Clinton a été supprimée l'*Aid to Families With Dependant Children* (créée dans les années 1930). Que sous Clinton a été également abrogée la prolongation automatique des allocations chômage, tandis que, dans le même temps, étaient diminués les impôts des grandes entreprises (en 1997, les impôts sur le capital ont été par exemple abaissés d'un tiers, rien de moins...). Que des grèves importantes ont été brisées par l'administration Clinton, comme dans les chemins de fer en 1994 ou dans la compagnie American Airlines en 1997. Moore indique pourtant, mais en creux seulement, que sans les démocrates, Bush n'aurait pas pu être élu : en effet, le réalisateur projette ces images de députés afro-américains protestant contre l'illégalité de l'élection présidentielle ; tous expliquent devant le Congrès qu'*aucun*

sénateur n'a signé leur réclamation, seul moyen pour qu'une action de contestation des élections puisse être intentée...

Moore montre comment le *Patriot Act* vient bousculer les paisibles habitudes de groupes pacifiques distribuant dans les rues de Peace Fresno, petite ville de Californie, des tracts en faveur de la paix, et comment ils sont infiltrés par la police. Mais on peut regretter que le réalisateur ne dise pas un mot sur d'autres conséquences de cette loi, en particulier sur les libertés syndicales. Ainsi, la création d'un département de la sécurité intérieure regroupant plusieurs administrations fédérales ôte-t-elle à leurs 170 000 salariés tous les droits à la négociation collective. Au nom de la « guerre contre le terrorisme », l'administration Bush a aussi eu recours, dans le secteur privé, à l'ancienne loi Taft-Hartley (1947) pour briser des grèves, notamment celles qui ont touché deux compagnies aériennes. En décembre 2002, le ministère du Travail a également pris des mesures obligeant les syndicats à rendre compte de toutes les dépenses supérieures à 2000 \$ engagées lors de campagnes de recrutement ou de grèves. Tout cela, Moore le passe sous silence, en retenant ce qui l'intéresse de son point de vue, celui au fond d'un petit-bourgeois démocrate, peu concerné par la lutte de classes.

De surcroît, le film présente un certain nombre d'ambiguïtés. On déplorera ainsi ces séquences présentant les « alliés » de la coalition, le rapprochement des Marocains avec des singes notamment. De plus, que signifie ce long passage montrant qu'il n'y a dans certains États que trop peu de policiers et qui sans conteste le déplore ? La solution à la « sécurité » américaine résiderait-elle dans l'augmentation des forces de police ? Si le film est efficace sur bien des aspects, il laisse donc non seulement des regrets, mais aussi de vraies critiques politiques, révélant le caractère fondamentalement petit-bourgeois de son auteur, incapable de comprendre en profondeur la réalité du système capitaliste et de l'État américain.

Le Monde selon Bush : un documentaire rigoureux... mais qui ne s'intéresse qu'à Bush lui-même

Le film de William Karel est bâti très différemment. Il veut moins plaire qu'informer, et pour cela se compose uniquement d'interviews : responsables de la CIA, hommes politiques, journalistes, intellectuels. Son but est essentiellement de démonter tous les mensonges d'État qui caractérisent la présidence de Bush. Le principal étant évidemment celui qui consista à faire croire qu'il existait un lien entre Al Qaïda et l'Irak et que ce pays menaçait la sécurité des États-Unis : dès la semaine qui suivit le 11 septembre, la Maison Blanche et le Pentagone avaient déjà décidé que l'événement pourrait servir de déclencheur à une guerre en Irak (c'est aussi ce que Michael Moore a montré dans son film). Robert Steel, qui travaillait pour la CIA, témoigne dans le film : « *Le*

général Clarke a dit publiquement que le 11 septembre, alors que des Américains se jetaient dans le vide en se tenant par la main, la Maison Blanche l'avait appelé pour lui dire : "Mettez ça sur le dos de l'Irak". » Pour cela, il fallait inventer les « armes de destruction massive », expression forgée par les conseillers en communication de Bush. *Le Monde selon Bush*, c'est aussi l'histoire de ce diplomate à qui le gouvernement demanda un rapport en raison de ses compétences sur l'Afrique : il fallait, pour l'administration Bush, démontrer que le Niger avait vendu de l'uranium à l'Irak. Mais le diplomate en question ne rendit pas les conclusions attendues : selon lui, le lien entre le Niger et l'Irak ne pouvait absolument pas être établi. On le traîna alors dans la boue, et en particulier on donna le nom de sa femme, un agent de la CIA, ainsi purement et simplement dénoncée et dévoilée comme telle : du jamais vu dans le monde des services « secrets ». Vient aussi témoigner le Suédois Hans Blix, le responsable des inspecteurs envoyés par l'ONU en Irak, qui, parce qu'il s'obstinait à dire que décidément et sur la base de ses investigations, l'Irak ne possédait pas de telles armes de destruction massive, a été massivement calomnié, les médias américains n'hésitant pas à l'humilier à coups de prétendues « révélations ».

Un portrait de Bush est aussi dressé, remis en perspective dans la généalogie familiale : on apprend ainsi que Prescott Bush, le grand-père de Georges W. Bush, lui-même « républicain », homme politique et homme d'affaires, a soutenu et financé le régime nazi et certaines firmes nazies jusqu'en 1942, en compagnie du « démocrate » Harmann. Un portrait de la petite équipe qui compose l'administration américaine y est dessiné avec beaucoup de précision : on voit là Paul Wolfowitz, Richard Cheney, Condoleezza Rice, Donald Rumsfeld et Colin Powell, qui débite ses mensonges avec peut-être un peu moins d'arrogance que les autres mais qui les débite quand même. Le film montre très bien aussi comment le 11 septembre a constitué un prétexte qui a bien servi l'administration américaine pour limiter les libertés. D'ailleurs, Condoleezza Rice a déclaré lors de son audition devant la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre : « Il faut parfois des événements catastrophiques pour provoquer des changements radicaux. »¹

¹ Le nationaliste d'extrême droite français Charles Maurras avait parlé, au sujet de l'instauration du régime de Vichy en 1940, de « divine surprise » : celle qui avait permis à la bourgeoisie, entre autres choses, de museler la classe ouvrière, d'arrêter les instituteurs soupçonnés de « socialisme », d'emprisonner les syndicalistes et les militants. De même, c'est bien cyniquement, comme une « divine surprise » que l'administration américaine a regardé le 11 septembre : prétexte à déclencher de vastes opérations impérialistes pour s'emparer de régions entières en Orient et au Moyen-Orient et pour instaurer dans leur propre pays un régime de restriction des libertés.

Un saisissant passage du film aborde également les relations entre Israël et les États-Unis : en fait, Israël est considéré par une partie de la bourgeoisie américaine comme une sorte de cinquante-deuxième État, et toute une frange de chrétiens intégristes soutient totalement Sharon et l'État d'Israël, au nom de la défense du peuple à qui Dieu a confié la Palestine. On en voit certains spécimens défiler en distribuant de petits drapeaux américains dans les rues de Jérusalem et en chantant des louanges à Dieu, à Israël et aux États-Unis. Dans *Le Monde selon Bush*, de nombreux thèmes recourent ceux qu'aborde Michael Moore dans *Fahrenheit 9/11* : les collusions politiques et économiques entre la famille Bush et la famille Ben Laden ; la manière dont certains mots ont été indéfiniment repris et diffusés par les différents membres de l'administration américaine : « armes de destruction massive », « arme nucléaire », « ils l'ont, ils l'ont »... Au total, il s'agit d'un film extrêmement bien documenté, mais qui se consacre principalement à la famille Bush et à son pouvoir, sans réellement ouvrir la perspective à d'autres éléments du système politico-économique américain.

Liberty bound : un film passé sous silence... mais une dénonciation politique plus large du système américain

Enfin, le film de Christine Rose se propose de répondre à la question : « Les États-Unis, fascisme ou démocratie ? » La jeune réalisatrice se veut nuancée : elle montre tout à la fois que des libertés fondamentales existent pour les Américains, et notamment le droit même de faire de tels films, mais elle tente aussi et surtout de cerner toutes les limites désormais imposées aux libertés des habitants de ce pays. Et les témoignages en sont nombreux et éloquentes. Dans la ville où la réalisatrice est née, au Texas, les premières caméras de surveillance ont été installées en... 1984. Pris sur le vif, un dialogue est enregistré dans un train entre des policiers et un jeune homme, noir. Celui-ci avait entamé une discussion politique et philosophique avec d'autres passagers. Il est aussitôt dénoncé aux policiers qui, à bord même du train, fouillent ses bagages, le somment de s'expliquer, lui enjoignent de ne plus parler de politique, de ne plus évoquer ses opinions, de ne plus rien dire qui puisse attirer l'attention. Ce jeune homme est consterné. Il craint en outre d'être désormais fiché. Un étudiant témoigne également : dans un stade, parce qu'il a tourné le dos au président Bush au moment où l'on demandait de l'acclamer, il a été mis dehors de son université, menacé de ne pas avoir son diplôme après plusieurs années d'études. D'autres témoignages défilent encore : un homme arrêté parce qu'il venait d'acheter un tee-shirt anti-guerre, un autre condamné à trente-sept mois de prison parce qu'il avait fait une blague sur le nom de Bush-buisson ardent

(*burning bush*). La réalisatrice interroge ensuite, non sans un certain humour dans le choix de cet intervenant, un certain... Michael Moore. En fait, il ne s'agit pas du désormais célèbre réalisateur mais d'un retraité de la Navy. Le FBI vient le voir chez lui, perquisitionne son domicile, l'interroge sur sa famille et ses amis, exige de lui qu'il leur donne son carnet d'adresses, ses médicaments. Son crime ? Avoir adressé à un ami un courrier électronique qui évoquait la politique de son pays. « *J'ai l'impression*, dit-il, *qu'on a violé mon esprit*. » La loi sur la sécurité intérieure permet, en effet, que l'on fiche les individus et même, qu'on les place sur écoute, sans plus en référer à un juge fédéral. Un parallèle, par l'image et par le commentaire, est dès lors tracé avec les régimes fascistes. Les États-Unis ne sont pas épargnés par ces traces de fascisme. D'ailleurs, les images de la police venant « encadrer » et réprimer les manifestations sont impressionnantes de violence.

Liberty Bound pose aussi un certain nombre de questions au sujet du 11 septembre : pourquoi n'y a-t-il pas eu d'alerte aérienne ? Pourquoi le maire de New-York Giuliani a-t-il fait stocker du fuel dans les tours ? Les images de l'Afghanistan bombardé pendant un an ne sont pas escamotées comme dans le film de Michael Moore. Cette guerre a fait évidemment bien plus de victimes que le 11 septembre. C'était la première armée du monde, le pays le plus puissant du monde, contre le pays le plus misérable, le plus malheureux du monde. De même, les médias à la botte du gouvernement célèbrent le « courage » qu'il a fallu à Bush pour s'attaquer à Saddam Hussein. Du courage, demande la réalisatrice ? Quel courage faut-il à la plus puissante armée du monde pour s'en prendre à un pays dévasté par deux guerres et ravagé par dix ans de blocus organisé par l'ONU, à cause duquel un million d'enfants irakiens sont morts ? — Pendant la guerre du Vietnam, poursuit la voix off de Christine Rose, une affiche d'opposition disait : « La guerre est une bonne chose pour les affaires. Investissez vos fils. » Depuis le Vietnam, rien n'a changé, évidemment. Dans *Liberty Bound*, il s'agit notamment de réfuter un à un les arguments utilisés pour mener la guerre en Irak : Saddam Hussein est un tyran, il possède des armes de destruction massive. L'Arabie saoudite, « tyrannie des tyrannies » selon l'historien Howard Zinn interviewé dans le film, est pourtant soutenue, et de tout cœur encore, par le gouvernement américain. L'Irak a moins d'armes dites « de destruction massive » que ses voisins pourtant soutenus par l'administration américaine ; Israël et les États-Unis possèdent quant à eux des milliers et des milliers d'ogives nucléaires... Alors, pourquoi cette guerre contre l'Irak ? Avant tout pour le pétrole, selon la réalisatrice, qui rappelle que l'Irak représente 113 milliards de barils de liquide si précieux au système capitaliste. Bien sûr, explique Howard Zinn, ce pétrole, les Irakiens vont le vendre, ils ne

vont pas le boire... Le tout est qu'ils le vendent non pas à leur prix, mais au prix qu'en réclament le gouvernement et les grandes firmes américaines.

Le gouvernement américain a décidé de l'intervention en Afghanistan alors même que l'État américain avait auparavant, pendant des années, arrosé les talibans de millions de dollars (124 millions de dollars selon la déclaration du secrétaire d'État Colin Powell lui-même, faite le 17 mai 2001). Quant à l'Irak, l'un des intervenants déclare, en apparence un peu abruptement : « *Saddam Hussein, c'est la CIA*. » Il s'explique : le gouvernement américain et la CIA ont aidé le régime, en particulier en soutenant S. Hussein dans l'élimination systématique des démocrates et des opposants et en favorisant l'aile droite du parti Baas. À l'écran apparaît une photographie de Donald Rumsfeld et de Saddam Hussein se pavanant ensemble : c'était en 1983.

Des trois, il semble que le film le plus réussi soit aussi celui qui a rencontré le moins d'écho, *Liberty Bound*. Est-ce un hasard ? Comme documentaire, *Liberty Bound* a une vraie force : commentaires pertinents, nombreux et divers entretiens, enquête menée avec soin et détermination, juste illustration par des images décisives, quoique souvent très dures, qu'elles soient celles qui montrent les victimes du 11 septembre, ces hommes et ces femmes se jetant dans le vide depuis le sommet des tours jumelles, ou celles de la population afghane bombardée, ou celles encore de ces enfants irakiens atrocement mutilés ou terriblement défigurés, déformés, par l'utilisation de l'uranium. Mais c'est aussi le film qui pose, parfois en filigrane, parfois plus explicitement, la question d'un « changement de régime ». Certes, le propos reste parfois vague à cet égard. Et l'on sera indigné de voir surgir, au beau milieu d'images censées illustrer ce que sont le fascisme et le totalitarisme, une photographie de Lénine et de Trotsky, puis une autre de Trotsky, comme représentants parmi d'autres de la terreur et du totalitarisme. Manque de culture politique évident de la part de la jeune réalisatrice, sans doute davantage encore qu'idéologie explicitement pensée, mais pour autant absolument inexcusable. Catherine Rose affiche ouvertement ses positions « *peace and love* » et sa référence à Gandhi. Et cependant, des trois documentaires, c'est encore celui-là qui est le moins ambigu quant à la nécessité de changer radicalement de système — Zinn parle de la nécessité d'en finir non seulement avec le *gouvernement* mais avec le *régime* et avec le capitalisme lui-même. C'est celui qui prête le moins à l'idée trompeuse selon laquelle il y aurait un espoir à chercher du côté des démocrates. Là où Michael Moore continue, pendant mais aussi après le film, à semer ses illusions sur le parti démocrate, là où *Le Monde selon Bush*, comme son titre même l'indique, réduit le système politique américain à une famille et aux liens économique-politiques qu'elle a forgés, *Liberty Bound* indique que le salut

n'est pas dans une simple alternance politique. De fait, à plusieurs reprises, il est dit que les démocrates n'étaient en rien différents des républicains bushistes et bouchers : la réalisatrice le prouve en faisant lentement défiler à l'écran la longue et très impressionnante liste exhaustive des pays bombardés par les États-Unis depuis 1945, tous gouvernements confondus. Elle souligne aussi le rejet que le système politique suscite chez les Américains : ils sont désormais un sur deux à ne plus aller voter. Le film signale également que le

TCHÉTCHÉNIE

pays compte deux millions de prisonniers, qu'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté, que « la faim, la peur, l'oppression » y règnent... Enfin, il ne plaide pour le recours aux « bonnes » institutions internationales de type ONU : c'est l'ONU qui a infligé le blocus meurtrier qui a saigné l'Irak et qui a tué un million d'enfants en dix ans.

« Ça ne leur [aux Irakiens] plaît pas d'être occupés ; ça ne me plairait pas beaucoup non plus » : une petite phrase parmi toutes celles que George W. Bush prononce avec candeur et cynisme, et que

capte *Liberty Bound*. Mais Bush n'est pas seulement le crétin que ces trois films nous présentent. Il est un représentant de sa classe, et c'est contre cette classe, qui domine le monde, qu'il faut lutter. La seule perspective politique, dès lors, réside dans un changement radical, révolutionnaire, du système, lequel passe par la construction d'une organisation communiste révolutionnaire, et en particulier aux États-Unis, pilier du système impérialiste mondial.

Laura Fonteyn

SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE TCHÉTCHÈNE CONTRE L'ÉTAT BOURGEOIS RUSSE, DROIT À L'AUTODÉTERMINATION !

La monstrueuse guerre de Poutine contre le peuple tchétchène

Le terrible dénouement de la prise d'otages qui s'est déroulée dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord (république du nord du Caucase), vient tragiquement rappeler l'horreur et la barbarie que la guerre de Tchétchénie sème chaque jour sur son passage. Le commando d'indépendantistes tchétchènes présumés qui a investi cette école, en s'en prenant à des innocents, a eu recours à une méthode que les communistes révolutionnaires ne peuvent approuver, car elle conduit à se tromper de cibles et à diviser les travailleurs et les peuples, au détriment de leur nécessaire lutte commune contre le capitalisme restauré et l'État bourgeois. La responsabilité d'une situation qui ne peut que conduire à la multiplication de ce type d'actes désespérés incombe cependant intégralement, en l'occurrence, à l'État capitaliste russe et au gouvernement bonapartiste de Poutine, appuyé par la bourgeoisie mafieuse de Russie et son appareil d'État hérité du stalinisme, et soutenu par les impérialistes du monde entier, à commencer par Chirac. En effet, les résistants tchétchènes ne trouvent plus d'autre solution que le terrorisme pour répondre à la guerre monstrueuse menée contre leur peuple par Poutine depuis son arrivée au pouvoir, pour répondre à ces massacres incessants qui ont probablement fait plus de 300 000 morts. En Tchétchénie, 100 000 militaires russes (y compris du contingent) sont chargés de perpétuer quotidiennement des pillages, des viols, des ratissages et des tueries. Il n'y a pas aujourd'hui de Tchétchène qui n'ait perdu tout ou partie de ses proches dans cette guerre qui a détruit purement et simplement leur pays, où

la seule économie est celle des otages rançonnés de toutes parts et des juteux trafics d'armes, de pétrole, de devises et de narcotiques. Rappelons d'ailleurs que les peuples du Caucase connaissent toujours dans leur chair les séquelles et les conséquences du régime stalinien, qui les avait déportés par millions, faisant de cette zone une sorte de brasier permanent.

Si les preneurs d'otages s'en sont pris à l'Ossétie du Nord, c'est que cette région apparaît fortement liée au régime de Moscou, puisqu'elle accueille une gigantesque base militaire, quartier général des forces russes intervenant en Tchétchénie. En outre, le 29 août dernier ont eu lieu les « élections » présidentielles en Tchétchénie, qui ont intronisé le poulain de Moscou, Alou Alkhanov, élu officiellement avec 74 % des suffrages et 85 % de participation. Les journalistes présents sur place affirment pourtant qu'il n'y avait quasiment personne dans les bureaux de vote... Mais les 100 000 militaires russes ont eu le droit de voter, et ils ont bien voté. Enfin, les causes de la situation en Tchétchénie sont inextricablement liées au fait que tout le Caucase est une zone où combien stratégique, tant pour le pouvoir russe que pour les impérialistes de tout poil qui nouent et dénouent des liens avec les potentats locaux et autres seigneurs de la guerre, fomentent et exacerbent les conflits, tandis que les populations vivent dans des conditions de précarité et de pauvreté insoutenables. Moscou continue ainsi d'entretenir dans la région une situation de guerre, ouverte et monstrueuse comme en Tchétchénie, larvée ailleurs, comme en Géorgie, grande rivale de la Russie et proche des États-Unis. En effet, cette zone est fondamentale par son pétrole et sa situation géostratégique, Moscou

y a donc un intérêt vital à défendre. Or, en avril 1999, l'ouverture de l'oléoduc reliant Bakou en Azerbaïdjan au port de Spoupsa en Géorgie a mis fin à l'hégémonie russe sur l'exportation des hydrocarbures dans la mer Caspienne. La Géorgie a dénoncé le traité de défense collective de la CEI (Communauté des États indépendants, c'est-à-dire pré carré de la Russie) et elle a rejoint l'OTAN. Une opposition se dessine donc nettement entre un axe est-ouest (Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie, États-Unis) et un axe nord-sud (Iran, Arménie, Russie). Dès lors, Moscou tente d'exploiter systématiquement les conflits en Ossétie et au Karabakh pour préserver son influence dans la région. L'Ossétie du Sud n'est pas épargnée : dans cette république sécessionniste de Géorgie, il est vraisemblable que Moscou encourage en sous-main l'indépendantisme. Dans cette course au profit et à la maîtrise géostratégique, ce sont évidemment les populations qui sont les victimes, le cas du peuple tchétchène étant le plus tragique.

C'est pourquoi, ici comme ailleurs, il est du devoir des militants communistes révolutionnaires de soutenir le droit à l'auto-détermination des peuples opprimés, le droit du peuple tchétchène en particulier à l'indépendance. Il est du devoir des militants communistes révolutionnaires de se prononcer inconditionnellement pour la défaite de la Russie capitaliste oppressive dans la politique et la guerre qu'elle mène contre les peuples du Caucase.

Massacres et mensonges d'État

Mais la responsabilité du gouvernement russe n'est pas engagée seulement quant aux causes d'une

situation qui engendre inévitablement le terrorisme : elle l'est aussi dans l'issue tragique de la prise d'otage de Beslan. En effet, dans cette affaire comme dans celle qui eut lieu au théâtre de Moscou en octobre 2002, Poutine a une fois de plus voulu montrer qu'il était cet homme à poigne ne négociant pas avec des « terroristes », image sur laquelle il a fondé sa réputation politique. Dès le début de la prise d'otages, il a affirmé qu'aucune négociation n'était envisageable avec le commando, comme il l'avait déjà dit à Moscou, alors que de nombreux indices montrent que les preneurs d'otages souhaitaient éviter un bain de sang. À Moscou, c'est avec un gaz mortel que les forces spéciales russes ont pris d'assaut le théâtre, tuant 130 personnes. À Beslan, ce sont les canons des tanks T-72 qui ont été utilisés, ne laissant aucune chance aux otages, signe que la vie de centaines d'êtres humains et d'enfants compte pour quantité négligeable aux yeux du pouvoir russe. Celui-ci a d'ailleurs eu recours une nouvelle fois au mensonge d'État. Quelques jours plus tôt, les attaques aériennes contre des avions russes, le 24 août, avaient déjà été présentées par Poutine comme des accidents dus à l'utilisation d'un mauvais carburant... Cette fois, il a tout mis en œuvre pour masquer le nombre réel de victimes, parlant de 250 morts, alors même que, à l'heure où nous écrivons, des centaines de cadavres calcinés gisent encore sous les décombres du bâtiment. Une femme policier a d'ailleurs témoigné dans les termes suivants : « *On nous a interdit de donner le vrai chiffre des gens dans l'école.* » (*Le Monde*, 5-6 septembre.) Des équipes de démineurs russes ont très rapidement commencé à faire sauter les explosifs placés dans l'école, ce qui a achevé de détruire l'établissement, empêchant toute enquête approfondie sur le déroulement exact de l'intervention russe. Tandis que des images atroces montraient des corps d'enfants brûlés, sanglants, les secours sur place se sont révélés quasiment inexistantes : alors que la situation pouvait laisser présager un drame, rien n'avait été prévu pour des soins d'urgence, qui ont gravement fait défaut — symbole de la déliquescence des services sanitaires en Russie et de la pauvreté particulière dans laquelle est plongée l'Ossétie du Nord. Enfin, le pouvoir russe et ses sbires sur place n'ont pas attendu pour instrumentaliser cette tragédie en attisant la haine entre les

peuples : le président d'Ossétie du Nord, Alexandre Dzassokhov, a proclamé très vite qu'il y avait « des Arabes » parmi les preneurs d'otages, tous ont crié à une attaque « d'Orientaux », « de musulmans », visant par là les Tchétchènes et les Ingouches voisins (or, en 1992 déjà, la région avait été le théâtre d'une guerre entre Ossètes et Ingouches, les seconds voulant récupérer certains villages dont ils avaient été chassés et déportés, par wagons à bestiaux entiers, par le régime stalinien, en 1944).

Les attaques portées à la classe ouvrière russe

La population de Russie va également subir de plein fouet les conséquences de cette tragédie. « *C'est la guerre* », a déclaré Boris Gryzlov, président de la Chambre basse du Parlement russe. Le peuple « *peut se préparer à vivre des moments difficiles* », a affirmé pour sa part un député : de fait, de nouvelles lois sécuritaires concoctées par le FSB (ex-KGB), le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice, vont être votées en urgence, renforcer le carcan enserrant la population, et augmenter un peu plus ses souffrances. Car en Russie, depuis quelques années, les droits des salariés, des retraités et des moins favorisés ont été laminés, tandis que l'inflation faisait s'effondrer le pouvoir d'achat. Un nouveau code du travail dicté par le Fonds monétaire international en février 2002 a considérablement érodé la législation sur les licenciements, tandis que les relations de travail étaient de plus en plus « contractualisées » : encouragement aux contrats à durée limitée, allongement de la durée légale du travail, remise en cause du droit des femmes, le tout s'accompagnant d'une restriction draconienne des droits des syndicats, en particulier pour les syndicats indépendants ou minoritaires, les plus actifs.

On a assisté dans le même temps à de violentes attaques contre la sécurité sociale et contre les retraites, dont le montant moyen atteint aujourd'hui à peine 20 % du minimum vital, ce qui a servi de prétexte au gouvernement pour introduire les retraites par capitalisation, évidemment réservées aux plus riches. Le secteur de la santé est lui aussi en souffrance, les hôpitaux notamment manquent des médicaments et des moyens les plus élémentaires, tandis que les dépenses de santé ne dépassent pas 0,2 % du PIB. Les services publics sont en voie

de privatisation. Le secteur des télécommunications a déjà été largement privatisé. Même les entreprises encore publiques ou semi-publiques n'ont pour mot d'ordre que celui de rentabilité et de profit. La compagnie Systèmes énergétiques unifiés multiplie par exemple les coupures d'électricités contre les mauvais payeurs, n'hésitant pas pour cela à paralyser les transports en commun et à plonger des quartiers entiers dans le noir et le froid. C'est à la même logique de rentabilité que l'on assiste avec la réforme du transport ferroviaire : la hausse du coût du transport a été vertigineuse ces dernières années, tandis que plus de 30 % du personnel ont été licenciés.

Au total, les inégalités n'ont cessé de se creuser en Russie, puisque l'État a fortement diminué les charges sociales et l'impôt sur les bénéficiaires, tandis que le niveau des salaires s'étiolle — quand ils sont versés, ce qui n'est pas toujours le cas, en particulier pour les fonctionnaires. L'impôt sur les bénéficiaires a été baissé de 35 % à 24 % en 2002 et les revenus du capital ont crû bien plus vite que les salaires. Désormais, 20 % des Russes les plus pauvres disposent de 6 % des revenus nationaux ; 40 % de la population (plus sûrement que les 27 % officiels) vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le régime bonapartiste de Poutine

Comment dans ces conditions expliquer que Poutine puisse se maintenir au pouvoir sans trop de difficultés ? En fait, son régime a tout du bonapartisme : Poutine s'appuie avant tout, pour gouverner, sur l'armée, et plus généralement sur ceux que l'on appelle en Russie les « hommes en épaulette », anciens du KGB que Poutine a placés, à tous les échelons, à la tête des secteurs économique et politique. Il en résulte une formidable concentration du pouvoir entre les mains d'une poignée d'hommes appartenant au réseau Poutine, qui s'est habilement débarrassé des « oligarques » du temps d'Eltsine au nom d'une prétendue lutte contre la corruption, qu'il a aussi utilisée à des fins démagogiques et électorales. Le pouvoir du président lui-même a été considérablement renforcé, la Douma (Parlement) ne servant plus que de chambre d'enregistrement, tandis que sept régions administratives ont été récemment créées, dont les dirigeants

sont officiellement les « représentants du président ».

Il s'agit donc d'un pouvoir qui ne tolère pas de partage, où l'opposition est muselée : l'appareil répressif s'est en effet considérablement renforcé depuis que Poutine a fait voter une série de lois pour rendre extrêmement difficile, voire quasiment illégale, toute opposition. Ainsi une loi votée récemment soumet-elle l'autorisation des partis à des conditions draconiennes. Une autre loi, portant sur « l'extrémisme », permet à l'armée et à la police de « disperser » dans la plus grande violence les meetings, d'arrêter les militants, syndicalistes notamment — tandis que les organisations d'extrême droite sont très largement tolérées, voire encouragées par le pouvoir. La situation des étrangers en Russie est devenue tout aussi précaire, la loi jetant des milliers de travailleurs non russes dans l'illégalité. Les médias enfin, sont tenus en coupe réglée.

Poutine joue aussi de la carte du prestige international pour renforcer son pouvoir, encourageant le nationalisme russe et cherchant à démontrer que la Russie a recouvré sa place dans le « concert des nations » : il met en avant à cet effet la contribution du pays à la fameuse lutte contre le « terrorisme international », le remboursement anticipé de la dette, la participation aux rencontres au sommet, la défense des intérêts des grandes entreprises russes...

Collusions interimpérialistes

Mais précisément, pour occuper sa place parmi les « grands », tenir son rang dans le « G 8 », le pouvoir russe doit se servir de toutes ses ressources, en particulier pétrolières. Cette « diplomatie de l'énergie » a notamment consisté à proclamer l'indépendance de la Russie par rapport aux décisions de l'OPEP : quand l'Organisation des pays producteurs de pétrole décide par exemple la réduction de sa production, la Russie la refuse, pour mieux faire les yeux doux aux États-Unis, très soucieux de diversifier leurs sources d'approvisionnement en pétrole, surtout en raison de la situation dans le Golfe et au Venezuela. C'est pourquoi les impérialistes « occidentaux » ferment les yeux sur la situation tchéchène, considérant que c'est là un problème interne à la Russie où la « communauté internationale » n'a pas à intervenir, d'autant que l'action de Poutine participe de la « lutte contre le terrorisme » (le discours de Poutine est d'ailleurs parfaitement bushien à cet égard, reprenant parfois mot pour mot les désormais célèbres formules du type « tous ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous »). Juste après la prise d'otage à Beslan, le représentant de l'OTAN a déclaré qu'il fallait continuer à collaborer avec la Russie afin de combattre « cette menace ». Le chef de la diplomatie israélienne a exhorté pour sa part la « communauté

internationale » à s'unir contre le terrorisme mondial.

Mais c'est à Chirac que revient la palme. Fin août, il a rendu visite à Poutine, avec son compère Schröder, à Sotchi sur les bords de la mer Noire pour le féliciter de sa récente réélection. Chirac n'a pas cillé devant les 100 % de suffrages obtenus par Poutine (il faut dire que lui-même n'en était pas si loin en 2002, grâce à la gauche plurielle, les bureaucrates syndicaux et la LCR !). Il n'a pas davantage hésité à déclarer que la Russie se situe « au premier rang des démocraties », comme il l'avait d'ailleurs déjà proclamé en juin 2003... On comprend mieux cette belle amitié quand on sait que la France vient de décrocher l'un des plus importants contrats conclus par une firme occidentale en Russie : la BNP-Paribas vient d'entrer dans le capital d'une des plus grosses banques russes, RSB. Soulignons enfin que Chirac n'a pas hésité à remettre la Légion d'honneur française... au chef de l'état-major russe pour le Caucase du Nord, c'est-à-dire à l'un des bourreaux du peuple tchéchène — ce qui symbolisait l'approbation à peine tacite des massacres par « la France ».

À l'opposé, le soutien au combat légitime du peuple tchéchène pour son droit à disposer de lui-même passe, ici en France, par le combat contre « notre » propre impérialisme.

Laura Fonteyn

CÔTE D'IVOIRE

LE RÉGIME CRIMINEL DE GBAGBO... AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME

Alors que la Côte d'Ivoire est en situation de guerre civile depuis le coup d'État raté de septembre 2002, les couches dirigeantes du pays montrent chaque jour un peu plus leur incapacité à rétablir les formes pacifiques de leur domination, au service de l'impérialisme et contre l'intérêt des masses.

Ces dernières sont bien sûr les premières victimes de cette situation. Alors que la Côte d'Ivoire était considérée autrefois comme le « fleuron » de l'Afrique de l'Ouest (ce qui est très relatif), la situation économique et sociale du pays ne cesse d'empirer depuis deux ans. Le PIB et les indices de « développement humain » chutent, le chômage explose.

Dans le nord, sous le contrôle militaire des Forces Nouvelles (ex-rébellion), des zones entières sont privées de services publics. Dans le sud, où les forces loyalistes de Gbagbo ont le contrôle, les services utiles à la population (école, santé) sont aussi étranglés financièrement. Alors que son budget est déjà fortement amputé par le remboursement de la dette aux pays impérialistes et à leurs banques, le pouvoir Gbagbo brade les dernières ressources ivoiriennes pour soutenir l'effort de guerre civile : mitraillettes, hélicoptères, véhicules blindés...

À cette situation s'ajoute un état d'insécurité permanente pour la population de Côte d'Ivoire. Outre les milices et les troupes des chefs de

guerre, la violence d'État est maintenant révélée aux yeux de tous. Les partis de l'opposition gouvernementale¹, regroupés dans le Groupe des 7 (G7), avaient appelé à une manifestation le 25 mars dernier (à laquelle ils ont d'ailleurs opportunément renoncé à participer), interdite par décret présidentiel. C'est une force répressive considérable qui a frappé ceux qui étaient sortis de chez eux pour manifester pacifiquement : gaz lacrymogène, tirs à balles réelles, appui d'hélicoptères. Les unités de

¹ D'une part les partis héritiers du régime compradore de Houphouët-Boigny, et d'autre part les ex-rebelles des Forces Nouvelles, tous présents dans le « gouvernement de réconciliation nationale »

répression, qu'elles soient officielles ou parallèles, n'ont pas hésité à poursuivre des manifestants jusque chez eux où ils s'étaient réfugiés, particulièrement les populations originaires du nord dans les quartiers populaires (Abobo, Port-Bouët, Adjamé...). Le rapport minimal officiel fait état de 120 morts, 20 disparus et 274 blessés. Gbagbo n'a pourtant pas hésité à adresser aux membres des forces de « sécurité », le lendemain de ces crimes, ses « vives félicitations pour le sang froid avec lequel ils se sont acquittés de leur devoir ». Même l'enquête des inspecteurs de l'ONU dénonce la responsabilité directe du pouvoir Gbagbo dans ces massacres : « la marche [du 25 mars] a servi de prétexte à une opération soigneusement planifiée et exécutée par les forces de sécurité, c'est-à-dire la police, la gendarmerie, l'armée ainsi que les unités spéciales et les 'forces parallèles', sous la direction et la responsabilité des plus hautes autorités de l'État ». Ce qui n'empêche pas l'ONU, côte à côte avec la France, de mettre Gbagbo au centre de tous les processus politiques de « réconciliation nationale », pour le « respect des droits de l'homme »...

Les puissances impérialistes, et l'ex-puissance coloniale française en premier lieu, ne voient en effet pas d'un bon œil que la crise ivoirienne s'éternise. Les grandes entreprises françaises (Bouygues, Bolloré...) qui ont raflé les principaux marchés ivoiriens (eau, électricité, plantations de cacao, transports, infrastructures routières et portuaires...) ont des intérêts importants en Côte d'Ivoire ; la violence quotidienne, et la paralysie économique qu'elle entraîne, ne peuvent qu'entraver leurs profits. Les troupes françaises de l'opération Licorne (4000 hommes aujourd'hui), rejointes par les troupes de l'ONU (6000 casques bleus) et de l'Union Africaine, sont présentes en Côte d'Ivoire pour protéger ces intérêts, c'est-à-dire sécuriser les zones économiquement utiles. Sur le terrain, leur action évolue en même temps que la stratégie mise en place par le gouvernement français. Si dans un premier temps, les troupes françaises se rangeaient ostensiblement aux côtés de Gbagbo pour mater la rébellion (et ce bien que Gbagbo, membre de l'Internationale Socialiste tout comme Hollande, Fabius et consorts, n'appartienne pas aux réseaux africains traditionnels de l'UMP), l'incapacité du pouvoir en place à

ramener un climat propice aux affaires a conduit au tournant que marquent les accords de Marcoussis de janvier 2003 : l'impérialisme français œuvre maintenant à la mise en place d'un « gouvernement de réconciliation nationale », avec la participation de ministres de l'opposition et de l'ex-rébellion, qui ont dû fournir des garanties de leur allégeance. Lors des sommets suivants sur la crise ivoirienne, jusqu'à celui d'Accra en juillet dernier, cette ligne a été confirmée et acceptée par les autres puissances impérialistes (via l'ONU), qui ne disputent pas à l'État français ses prérogatives dans son pré carré colonial¹. Nul doute que la présence militaire française devrait assurer que la prochaine échéance, les élections présidentielles d'octobre 2005, offre une issue favorable aux intérêts français. Mais pour la population de Côte d'Ivoire, le départ des troupes qui défendent les intérêts impérialistes, qu'elles portent le drapeau français, de l'ONU ou de l'Union Africaine, est un préalable à toute solution émancipatrice.

Des cliques en lutte pour la gestion de la domination impérialistes

On ne saurait en effet avoir aucune illusion dans le « gouvernement de réconciliation nationale » mis en place. Les opposants du G7 ont déjà quitté ce gouvernement, avant d'y revenir au mois d'août suite aux accords d'Accra, pour protester contre l'obstruction faite par Gbagbo dans l'application des accords de Marcoussis. Mais leur lutte est celle de cliques opposées à celle actuellement au pouvoir, pour bénéficier des retombées de la domination impérialiste. Et pour cela, quelques postes de ministre ne suffisent pas : les ministres de l'opposition réclament aussi de pouvoir nommer les dirigeants des structures sous leur tutelle, privilège présidentiel que Gbagbo refuse de céder.

Du côté de la clique Gbagbo, organisée dans son parti, le Front

¹ Il est difficile de trancher à ce stade quant aux raisons de l'attitude conciliante de l'impérialisme américain. Elle peut être la contrepartie à l'attitude du gouvernement français dans la résolution de la crise en Irak, son opposition à la guerre s'étant muée en légitimation du gouvernement fantoche à la botte des américains. Mais on ne peut pas exclure non plus que les négociations de Marcoussis, qui se sont déroulées en présence des représentants du FMI, aient ouvert une issue conforme aux intérêts du capital américain.

Populaire Ivoirien (FPI), la question est de savoir comment conserver les bénéfices de la collaboration avec l'impérialisme alors que le gouvernement français n'apporte plus son soutien inconditionnel. Pour montrer sa force et son caractère incontournable, Gbagbo emploie un discours nationaliste apparemment radical pour entraîner derrière lui les masses, via ses relais : syndicats liés au FPI mais aussi milices de Jeunes Patriotes. Ainsi, dès après les accords de Marcoussis, il a dénoncé l'ingérence de la France dans les affaires ivoiriennes (pointant du doigt par exemple que le fait que le Premier ministre soit imposé jusqu'aux prochaines élections présidentielles contredit la constitution). L'aile dure du clan Gbagbo, les Jeunes Patriotes, n'hésite pas à passer des paroles aux faits en s'attaquant directement aux intérêts et aux symboles de l'impérialisme français (terminal d'Air France, ambassade...). Mais ces actes isolés ne sauraient passer pour de l'anti-impérialisme, d'autant que la seule issue proposée est de faire appel à l'impérialisme américain pour remplacer la France qui aurait abandonné le clan Gbagbo dans sa lutte contre la rébellion. Quant au président lui-même, il se garde de bien de se mettre réellement à dos l'impérialisme qui reste le plus puissant dans le pays, et ses visites à Paris se concluent par de nouveaux marchés accordés aux entreprises françaises (marchés qui sont d'ailleurs la base du parasitisme sur lequel se développent tous les régimes compradores dans les pays semi-coloniaux).

Le discours nationaliste de Gbagbo, loin donc d'avoir une traduction anti-impérialiste, a pour principal effet d'attiser la xénophobie. Gbagbo a repris à son compte le concept d'« ivoirité » (voir Le CRI des travailleurs n°1, février 2003). S'il écarte ainsi une nouvelle fois l'opposant Ouattara — ancien Premier ministre et ancien fonctionnaire du FMI qui ne représente évidemment en aucun cas une solution favorable aux classes populaires — de la course aux prochaines élections présidentielles, ce discours xénophobe vise surtout à diviser les travailleurs de Côte d'Ivoire, dont les quatre à cinq millions d'immigrants (principalement originaires du Burkina-Faso et du Mali) forment une part importante. Ceux-ci sont les premières victimes des exactions et des violences « interethniques », d'autant plus que

ces tensions sont propagées parmi les masses par les relais du FPI, que ce soient les milices ou les syndicats liés au pouvoir. Ces violences et humiliations quotidiennes s'accompagnent d'attaques législatives ; ainsi un arrêté du 19 février met en place l'« ivoirisation des emplois » : chaque emploi obtenu par un travailleur non-ivoirien devra être transmis à un travailleur ivoirien dans un délai de deux ans.

Quel rôle pour les organisations ouvrières ?

Il revient aux militants communistes révolutionnaires de Côte d'Ivoire de lutter, à l'intérieur de la classe ouvrière et de ses organisations, contre le climat de xénophobie attisé par le pouvoir, malgré les difficultés qu'ils rencontrent et les dangers qu'ils courent. Ainsi, le 23 juin dernier, Habib Dodo, militant du Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire et partie prenante dans la construction d'une association de défense des droits des élèves et des étudiants, a été kidnappé puis assassiné par une milice de la Fédération Estudiantine et Scolaire de

Côte d'Ivoire, pseudo-syndicat, proche du pouvoir, dont les positions permettent de terroriser et racketter les étudiants.

La lutte pour l'unité des classes populaires, contre les divisions xénophobes et interethniques, doit permettre le regroupement des opprimés pour leur combat contre la domination impérialiste et contre ceux qui s'en disputent les bénéfices.

Frédéric Traille

ARGENTINE

« LES MINEURS MORTS À RIO TURBIO SONT LES MARTYRS DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE MONDIALE. C'est le patronat esclavagiste qui les a assassinés, avec la complicité des bureaucraties syndicales traîtres ! »

(Adresse « à toutes les organisations ouvrières d'Argentine, d'Amérique Latine et du monde »)

Le texte ci-dessous a été proposé par les camarades de la Ligue ouvrière révolutionnaire d'Argentine (LOI) à de très nombreuses organisations et notamment à toutes celles qui préparent une pré-conférence internationale pour janvier 2005 en Argentine, en vue du regroupement des organisations « trotskystes principielles » et ouvrières révolutionnaires.

Il a été signé par les organisations suivantes : Fracción Trotskista (section de la TCI) et Partido Obrero Marxista (POM) au Brésil ; Liga Obrera Internacionalista (Cuarta Internacional-Democracia Obrera) en Argentine ; Comité Organizador de una Liga Trotskista Internacionalista au Pérou ; Comité Organizador de un Partido Obrero Internacionalista (GOI-NOT) au Chili ; Fracción Trotskista Internacionalista en el periódico « Nuevo Amanecer » (membre de la FTI-CI) en Bolivie ; Communist Workers Group en Nouvelle-Zélande.

Pour sa part, le Groupe CRI — comme d'ailleurs le Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (CC-POR, section argentine de la TCI) — a signé la première partie de ce texte, mais non la seconde, en raison de désaccords sur l'appréciation du degré de maturation de la situation politique en Argentine et dans le reste de l'Amérique Latine (sur ce point, cf. notre contribution à la discussion autour de l'« Appel à la conférence internationale des trotskystes principiels » sur notre site internet : <http://groupecri.free.fr>).

« Quatorze mineurs sont morts dans l'incendie et l'effondrement de la mine dans l'extrême Sud de l'Argentine, dans les mines de charbon de Rio Turbio, dans la province de Santa Cruz. Parmi eux, il y avait trois ouvrières chiliennes.

Le patronat, le gouvernement [argentin] Kirchner serviteur de Bush, la bureaucratie des syndicats et des centrales syndicales, appellent cela un « accident du travail ». Mensonge ! C'est un vil assassinat du patronat esclavagiste qui, avec la complicité des bureaucraties syndicales des deux CGTs et de la CTA d'Argentine, a imposé les lois de flexibilisation du travail, qui ont conduit à la réduction du personnel, au licenciement des contrôleurs du véhicule de transport de la mine qui a pris feu à partir d'une étincelle, à cause de son mauvais entretien et qui a fini par mettre le feu aux puits à plus de 600 mètres de profondeur.

Ce sont les gouvernements vendus à l'impérialisme qui l'ont précédé et celui de Kirchner — ancien gouverneur de cette province — qui ont privatisé le gaz, le pétrole, les télécoms, les mines et les ont livrés en échange de morceaux de papier de la dette extérieure sans aucune valeur au capital financier international, aux cliques impérialistes qui se sont disputées dans les années 1990 le butin de l'exploitation de la classe ouvrière et des peuples latino-américains et qui, aujourd'hui encore, continuent de le faire.

Les mineurs de Rio Turbio sont les martyrs de tous le mouvement ouvrier mondial ! Ils travaillent 12 heures par jour, pour à peine 140 dollars par mois et, à 30 ans, ils ont déjà les poumons détruits. C'est ainsi que les patrons et les entreprises impérialistes traitent la large majorité de la classe ouvrière mondiale ! C'est ainsi qu'ils obtiennent des surprofits avec lesquels ils achètent ensuite une poignée de bureaucrates et d'aristocrates ouvriers pour qu'ils agissent comme les véritables garde-chiourmes au sein des organisations de lutte de notre classe !

La mine de Rio Turbio, dans l'extrême sud du pays, et ce qui s'y est passé, est un symbole de la lutte de la classe ouvrière

mondiale et doit être un drapeau de lutte pour tous les ouvriers avancés et les organisations révolutionnaires du monde.

Ce sont les martyrs du travail d'esclave qui a lieu en Argentine, au Chili, en Amérique Latine, en Afrique, en Asie et dont souffrent également par millions les travailleurs immigrés et les ouvriers mal payés des États-Unis, de l'Europe des puissances impérialistes, et les ouvriers des ex-États ouvriers dégénérés livrés à la restauration capitaliste par l'ex-bureaucratie stalinienne, devenue aujourd'hui une nouvelle classe exploiteuse.

Signons en commun une déclaration ! Levons devant toute la classe ouvrière mondiale le drapeau ensanglanté de ces martyrs de la classe ouvrière ! Proposons des grèves, des manifestations, des prises de position, des piquets en face des ambassades d'Argentine dans le monde entier ! Il n'est aucune organisation qui se prétend révolutionnaire et internationaliste qui ne puisse entendre cet appel !

Vive l'unité de la classe ouvrière argentine, chilienne, bolivienne et latino-américaine ! Vive l'unité de la classe ouvrière et des peuples opprimés du monde avec les travailleurs qui entrent en lutte au cœur même des puissances impérialistes !

Camarades. Il n'y a pas de temps à perdre. Signons ensemble cette déclaration, pour qu'elle soit un patrimoine pour tous les forces qui convoquent une Conférence Internationale du trotskysme et des organisations ouvrières révolutionnaires.

Les mineurs argentins et chiliens morts à Rio Turbio font partie de la lutte des héroïques mineurs de la mine de cuivre de « El Teniente » au Chili, cœur de la classe ouvrière chilienne, qui pousse cette dernière à faire un pas en avant contre le

régime pinochétiste et le gouvernement de Lagos membre du Traité de Libre Commerce et petit allié de Bush. Les trois mineurs chiliens morts à Rio Turbio avec leurs frères de classe argentins, ont démontré que le capital n'a pas de drapeau pour exploiter ses esclaves et que la classe ouvrière ne doit pas avoir de frontières pour affronter ses ennemis de classe.

Les mineurs argentins et chiliens du Turbio seront vengés également par leurs frères de classe boliviens, avant-garde de la classe ouvrière soulevée dans ce pays, malgré la trahison des directions qui continuent de soutenir le gouvernement Mesa, continuateur du plan de livraison du pays à l'impérialisme et d'exploitation de son prédécesseur Goni, qui a été renversé par le soulèvement des masses boliviennes en octobre 2003.

Les signataires ci-dessous, qui convoquons une Conférence Internationale des forces saines du trotskysme et des organisations ouvrières révolutionnaires, nous impulsions cet appel à partir du combat des ouvriers argentins et de la classe ouvrière au niveau mondial. Notre lutte n'est pas autre chose que celle consistant à impulser en Argentine un appel à une grève nationale de deuil et de

lutte, pour unir le combat du mouvement *piquetero*, avec celui des dizaines de milliers de travailleurs qui sont entrés en lutte pour leur salaire, divisés par les bureaucraties syndicales des CGTs et de la CTA, et par les nouvelles bureaucraties *piqueteras*.

Notre combat n'est rien d'autre que le combat pour unifier et centraliser les luttes, pour marcher sur les luxueux locaux de la CGT et de la CTA — serveurs et complices de l'exploitation et du pillage de la nation — pour imposer une grève nationale et pour ré-ouvrir le chemin vers la grève générale et de nouvelles journées révolutionnaires comme celles qui ont secoué le pays pendant l'année 2001-2002.

Nous, organisations signataires de cette déclaration, nous appelons toutes les forces internationalistes de la classe ouvrière mondiale à condamner ensemble et à démasquer la trahison ouverte de la révolution argentine, bolivienne et latino-américaine, des valets du capital : le stalinisme contre-révolutionnaire, Lula et son front populaire et toutes les bureaucraties syndicales qui ont dit à la classe ouvrière qu'il fallait appuyer les gouvernements assassins de Kirchner, de Mesa, de Toledo, de Lagos, qu'il fallait

« lutter pour ce qui est possible » et non pour ce qui est nécessaire, c'est-à-dire pour en finir avec le fléau du chômage, de l'esclavage et de la livraison à l'impérialisme. Ce sont eux qui tirent d'affaire les régimes semi-coloniaux quand ceux-ci se consomment sous le torrent révolutionnaire des masses.

Ouvriers du monde entier ! Les mineurs martyrs de Rio Turbio doivent être le drapeau de la lutte de la classe ouvrière mondiale, qui combat en Irak, en Palestine, qui continue son offensive « *comunera* » au Pérou, qui lutte pour approfondir la révolution bolivienne inachevée, qui gagne les rues contre la guerre impérialiste comme en Angleterre et en Espagne, qui se soulève en Tchétchénie, en Irlande et dans le Pays Basque et qui entre dans le combat contre les attaques contre ses conquêtes, comme en France.

Vive l'unité de la classe ouvrière argentine, chilienne, bolivienne et latino-américaine ! Vive l'unité de la classe ouvrière et des peuples opprimés du monde contre les travailleurs qui entrent dans le combat dans le cœur même des puissances impérialistes !

(18 juin 2004)

FRANCE

QUELLE SITUATION APRÈS LES NOUVELLES DÉFAITES DE JUIN-JUILLET, ET QUE FAIRE ?

Bilan du printemps 2004 : de nouvelles défaites majeures pour les travailleurs

La situation en France est marquée avant tout par les nouvelles défaites majeures subies par les travailleurs au printemps : réforme de la Sécurité sociale, changement de statut d'EDF-GDF, décentralisation. Nous ne reviendrons pas ici sur la responsabilité centrale de la gauche plurielle et des principaux dirigeants syndicaux, qui en font partie (Thibault, Mailly, Aschieri, etc.) : nous avons constamment dénoncé dans ces colonnes et dans nos tracts comment ils avaient co-élaboré ces contre-réformes avec le gouvernement, avant de tout faire pour briser les débuts de mobilisation, avec leur tactique éculée de journées d'actions dispersées et sans lendemain, leurs « négociations » et leur panoplie d'« actions » diverses dont l'objectif était d'empêcher la seule solution efficace : la grève jusqu'à la victoire.

Cette fois, toutes ces nouvelles trahisons ont aisément abouti, sans rencontrer de résistance majeure de la part des salariés. Il se confirme ainsi que la partie principale s'est jouée un

an auparavant, en mai-juin 2003, avec la liquidation de la montée vers la grève générale par les bureaucrates syndicaux de la CGT, de FO et de la FSU : à l'époque, le Groupe CRI avait fait partie des très rares organisations à analyser lucidement la situation, en caractérisant le bilan de la mobilisation comme ce qu'il était : une défaite majeure pour les travailleurs. Pendant ce temps-là, les dirigeants syndicaux, mais aussi les principales forces d'extrême gauche, refusaient de parler de défaite et nous promettaient que « ça repartirait » à la rentrée suivante... Puis, toute l'année, nous avons expliqué que cette défaite terrible pesait fortement sur la conscience des travailleurs, donnant toute latitude au gouvernement pour préparer ses contre-réformes avec la collaboration éhontée des dirigeants syndicaux. Même lorsqu'il y a eu de timides « appels » à la « mobilisation » dans certains secteurs vers février-mars 2004, nous avons attiré l'attention sur le caractère fondamentalement manipulateur de ces initiatives qui, à la veille des élections régionales, avaient comme seul objectif de redorer le blason d'une gauche plurielle dont la campagne

était pour le moins hésitante et timorée, menaçant de lui faire perdre les élections malgré l'opportunité que lui offrait le mécontentement populaire. Enfin, dès le lendemain de la victoire électorale très relative de la gauche plurielle, nous avons dénoncé le refus de ses dirigeants et des bureaucrates syndicaux de profiter de la sanction infligée au gouvernement pour engager un combat décisif contre lui... et d'entrer au contraire dans une cohabitation d'un nouveau type (l'UMP à la tête de l'État, le PS et ses alliés aux commandes des régions et appliquant la décentralisation en réclamant plus d'autonomie des régions et plus d'argent de l'État pour cela...). C'est ce feu vert, et lui seul, qui a permis au gouvernement, rassuré par l'attitude de la soi-disant opposition, d'annoncer tranquillement ses contre-réformes. Dès lors, malgré tous les efforts des militants d'avant-garde, les jeux étaient faits, la perspective d'une riposte, notamment chez les électriciens et gaziers, restant grevée par le pessimisme bien compréhensible de la masse des

travailleurs défaits et trahis un an auparavant¹.

L'offensive du patronat

C'est ce contexte social désastreux qui permet aujourd'hui au MEDEF d'être en position de force et de passer à l'offensive non plus seulement au

¹ Il n'y a que les bureaucrates et leurs flancs-gardes d'extrême gauche pour cacher encore aux travailleurs l'ampleur de leurs défaits. C'est ainsi que, selon la direction de la CGT, « il convient de conforter l'idée que les mobilisations effectuées depuis le début de l'année sont loin d'avoir été vaines. Si elles n'ont pas réussi à empêcher les projets de passer, elles en ont affecté la portée. » C'est tout juste si l'on n'en vient pas à parler de victoire : sur l'Assurance maladie, nous dit-on, « c'est une régression beaucoup plus importante qui était visée... » et qui aurait été évitée grâce au... « million de signatures recueillies sur notre pétition nationale » ! D'ailleurs, il paraît que ce dossier de l'Assurance maladie « n'est pas clos » ! Quant au changement de statut d'EDF-GDF, il passerait presque pour quantité négligeable à côté de ce que les salariés ont obtenu grâce à la CGT : « En tant qu'usagers, on ne peut pas sous-estimer le fait que la loi limite la portée de la privatisation à l'ouverture d'une part minoritaire de 30 % du capital et que le Conseil constitutionnel rappelle que sans nouvelle loi il est impossible d'aller au-delà. Le personnel ne peut pas non plus négliger l'augmentation de 2,5 % des salaires obtenue au cours de la lutte, même si elle n'a jamais été considérée comme une monnaie d'échange. » Ces bureaucrates vont jusqu'à faire aux militants syndicaux la préconisation suivante : « Évitez donc de focaliser l'expression de la CGT sur la liste des mauvais coups de l'été (et ils sont nombreux), ou sur ceux qui ont été annoncés, par exemple, à travers 5 chantiers ouverts par le Ministre du Travail, ou la discussion sur le droit de grève programmée par le Ministre des Transports, les suppressions d'emplois publics envisagées dans le prochain budget par le Ministre des finances. » Car, voyez-vous, « là encore, la liste peut être longue et déroutante... » Dès lors, mieux vaut ne pas dérouter les salariés et les syndiqués... des fois qu'ils voudraient riposter ! La direction de la CGT ressort alors sa vieille tactique de division en dressant la liste des prétendues « journées d'action » dispersés et atomisées, convoquées dans différents secteurs : les PTT, la Construction, les Cheminots, la Métallurgie, les retraités... Et elle insiste sans vergogne, sur le fait que ces actions dispersées ne doivent absolument pas être coordonnées : « Pour la CE confédérale, l'heure n'est pas de rechercher aujourd'hui une convergence et un élargissement de manière artificielle » (Source des citations : réunion de la CE confédérale du 26 août, <http://www.cgt.fr>)

niveau des grandes contre-réformes structurelles, mais sur les lieux de travail eux-mêmes. Les médias, la gauche plurielle et les directions syndicales voudraient nous faire croire qu'il y aurait une attaque du patronat contre les lois Aubry, présentées comme un grand acquis social des travailleurs (les cris d'orfraie entendus à la récente université du PS étant à cet égard vraiment cocasses tant ils sont hypocrites). Il ne s'agit en réalité pas de cela : en contrepartie d'une baisse du temps de travail à 35 heures par semaine en moyenne, ces lois de la gauche plurielle, qui n'ont pas permis la création de nombreux emplois, constituent surtout un formidable acquis pour le grand patronat, car elles lui ont offert le cadre juridique lui permettant de généraliser la flexibilité, l'annualisation du temps de travail, la « modération salariale », la suppression d'une grande partie des heures supplémentaires naguère majorées et l'atomisation des garanties par la généralisation des accords d'entreprise. C'est pourquoi elles avaient entraîné une importante vague de grèves dans certains secteurs et dans de nombreuses usines — aboutissant à des accords qui, dans bien des cas, limitaient les dégâts. Il ne s'agit donc nullement, pour le MEDEF, d'exiger l'abrogation des lois Aubry en tant que telles : le grand patronat en a, tout au contraire, tiré un grand bénéfice, grâce à une augmentation très importante de la productivité (la réduction du temps de travail n'a en fait porté préjudice qu'à de petites entreprises qui étaient ou auraient été de toute façon en difficulté, malgré les aides qu'elles ont souvent reçues du gouvernement).

Simplement, la hausse de la productivité ne suffit pas : même si la France fait aujourd'hui partie des pays où celle-ci est la plus élevée du monde, les difficultés économiques dont argue le patronat sont réelles, tant la concurrence capitaliste s'aiguise à l'échelle de la planète avec la déréglementation généralisée des marchés, surtout en cette période d'accélération de la croissance dans toutes les zones économiques développées et semi-développées du monde, mais en Europe et en France bien moins qu'ailleurs. Contrairement à ce qu'on lit dans la presse réformiste et centriste, ce n'est donc pas seulement pour faire « encore davantage de profit » que le patronat français passe à l'offensive, mais c'est avant tout parce qu'il n'a pas le choix : il est indéniable que le « coût du

travail » est trop élevé en France, eu égard aux besoins de la concurrence capitaliste mondiale — car en fait la valeur de la *force de travail* intègre le coût des acquis sociaux encore importants qui subsistent. Le marxisme de base enseigne que les patrons ne sont pas des « méchants » qui « désirent » exploiter les ouvriers, mais les « masques humains » que revêt la logique même du système capitaliste². Lors donc qu'ils font du chantage aux travailleurs en les menaçant de délocaliser s'ils n'acceptent pas une baisse de salaire ou une augmentation de la durée du travail (ou les deux, comme à l'usine Ronzat de Châlons-en Champagne), cela correspond le plus souvent à la situation réelle de leur branche d'activité, *quand bien même ils feraient déjà des profits*. Car, dans le mode de production capitaliste, il ne suffit pas qu'une entreprise fasse des profits pour qu'elle soit viable, il faut encore que son *taux de profit* ne soit pas inférieur au taux de profit moyen de ses concurrentes, sous peine de grever l'*accumulation* du capital, c'est-à-dire les investissements de demain. C'est ce qu'explique le directeur des ressources humaines de Bosch-France, Luc Hervé, dans *Le Progrès de Lyon* du 20 juillet : « Bosch fait des bénéfices, dit-il, mais pas suffisamment. Il gère ses activités dans la durée. Avec deux grands objectifs : pouvoir financer les énormes dépenses de recherche et développement, se développer. Pour cela, il faut des résultats. Vous savez, la République tchèque était beaucoup plus juteuse pour le groupe. » Ce porte-parole du patronat ne fait qu'exprimer ici en termes clairs la réalité inévitable du mode de production capitaliste, qui n'est pas réformable³.

² Marx écrit ainsi que « les masques économiques dont se couvrent les personnes ne sont pas autre chose que la personification des rapports économiques » (*Le Capital*, livre I, rééd. PUF-Quadrige, Paris, 1993, p. 97). En particulier, le capitaliste, « en tant que capitaliste, n'est que capital personnifié. Son âme est l'âme du capital. » (*Ibid.*, p. 259 ; cf. aussi p. 6, 172, 345-7, 663-4, etc.)

³ C'est cette logique du capitalisme que ne comprend pas notamment LO, qui verse, ici comme ailleurs, dans le réformisme et le moralisme, comme par exemple dans l'éditorial d'A. Laguiller du 27 août : « *Le patronat, (...) a eu l'argent du beurre, et maintenant il voudrait le beurre en plus. (...) Ce n'est pas la santé des entreprises qui nécessite les sacrifices que le patronat veut imposer à la classe ouvrière. Les*

Aujourd'hui, pour le patronat français — comme d'ailleurs pour les patronats belge ou allemand, par exemple —, il ne s'agit donc plus seulement d'augmenter la productivité, source de *plus-value relative* ; mais il est urgent — et politiquement opportun, pour les raisons que nous avons vues — d'augmenter en outre le temps de travail lui-même, c'est-à-dire la *plus-value absolue*. C'est ce qui explique la multiplication des pressions, relayées par les syndicats jaunes, pour accroître la durée du travail — avec ou sans compensation salariale —, comme récemment dans la métallurgie (chez Bosch à Vénissieux en France, chez Daimler-Chrysler en Allemagne ou dans l'entreprise sidérurgique liégeoise Marichal Ketin en Belgique). C'est ce qui explique aussi les pressions du MEDEF non pas pour abroger les lois Aubry, mais pour les « assouplir », c'est-à-dire pour *maintenir leur cadre* de déréglementation, de flexibilité et d'accords entreprise par entreprise — sans oublier les exonérations afférentes —, *tout en augmentant la*

entreprises, dans la grande majorité des cas, se portent très bien. (...) Mais il n'y a pas de limites à la soif de profits de la bourgeoisie. » (Cf. aussi le titre ridicule du journal *Lutte ouvrière* le 3 septembre : « *Seillère, un paquet d'actions à la place du cœur* » !...) D'où la proposition purement réformiste — et d'ailleurs absurde — de demander au gouvernement d'interdire les licenciements *dans les seules entreprises qui font du profit* (sur ce point, cf. notamment notre critique du programme électoral LO-LCR dans *Le CRI des travailleurs* n°10-11 de janvier-février 2004). — Quant au PT, il croit fermement et il martèle semaine après semaine que c'est l'Union européenne, dirigée en sous-main par les États-Unis, qui est la cause des délocalisations et les impose aux gouvernements nationaux... ce qui justifierait sa ligne réactionnaire de « *défense de la nation* » en France et en Europe... L'organisation lambertiste croit avec une telle ferveur à son propre mythe — couverture idéologique de son réformisme para-syndical — qu'un de ses partisans n'hésite pas, dans son aveuglement, à personnifier « Maastricht », ce nouveau Démon maléfique et tout-puissant qui le conduit dès lors à adopter les formulations des contes et légendes de nos grands-mères : « *Au début était l'Europe de Maastricht*, écrit-il. (...) *Cela peut paraître évident [sic !], mais mieux vaut le répéter. C'est Maastricht, et personne d'autre [sic bis !], qui exige l'ouverture à la concurrence de tous les secteurs d'activité de La Poste (...).* » (*Informations ouvrières* n°655 du 25 août, p. 8.) Heureusement que le ridicule, même « *répété* », ne tue pas !

quantité globale de travail pour faire face aux impératifs de la croissance économique sans embaucher.

Que signifie le conflit Chirac-Sarkozy ?

C'est bien évidemment à la lumière de cette situation sociale générale qu'il faut examiner la signification réelle du conflit Chirac-Sarkozy. Il serait erroné, en effet, de ne voir là qu'un conflit de personnes et un feuilleton médiatique destiné à amuser la galerie : en réalité, même les bouffonneries des uns et des autres ne sont que l'expression d'un vrai problème politique qui se pose aujourd'hui aux représentants de la bourgeoisie. Il ne s'agit évidemment pas de parler d'une « crise » dans le gouvernement, comme le font tant d'organisations et de groupes d'extrême gauche (en général, il suffit d'ailleurs d'examiner leurs publications depuis trente ans pour constater que cette caractérisation est une *constante* de leur « analyse » soi-disant marxiste !¹). En revanche, il est vrai que la bourgeoisie française hésite entre deux voies pour poursuivre sa politique jusqu'en 2007 avec un parti de gouvernement qui a été sévèrement sanctionné aux dernières consultations électorales et qui ne dispose pas d'une large assise sociale dans la population. En gros, on peut considérer que la voie préconisée par Sarkozy est celle qui veut exploiter à fond la succession de défaites majeures qui ont été infligées aux travailleurs pour aller rapidement jusqu'au bout des contre-réformes ; c'est la voie du libéralisme pur et dur, celle du MEDEF et de la nouvelle commission de Bruxelles mise en place en juillet et présidée par Barroso, dont l'objectif est d'accélérer la libéralisation en battant en brèche les pressions de Paris et de Berlin sur les choix de l'Union européenne². Les

¹ Les lambertistes — mais aussi, hélas, les si nombreux ex-lambertistes... — sont champions en la matière, sans jamais prendre la peine d'expliquer à leurs pauvres lecteurs ce qu'ils entendent par ce vocable passe-partout de « crise ». Par exemple, le journal du PT, *Informations ouvrières* n° 655 du 25 août (p. 4), n'hésite pas à parler de « *crise politique qui ravage l'UMP et le gouvernement* » et même de « *crise du régime* » ! Rien que cela ? Mais encore ?

² La nomination de Miguel Barroso a représenté un compromis par défaut entre les deux principales sensibilités de la bourgeoisie européenne : le très européeniste journal *Le Monde* déplorait ainsi, dans son éditorial du 29 juin, une « *Europe du minima* », à cause d'une

partisans de cette ligne dure — qui se multiplient à la tête de l'UMP, à commencer par des personnages aussi importants que Gaudin, Madelin ou Bachelot — reprochent au gouvernement d'aller trop lentement et de n'avoir pas vraiment rompu, quant à la méthode, avec l'orientation de la gauche plurielle — point sur lequel on ne saurait leur donner tout à fait tort...

« *Union déchirée en deux camps, Britanniques d'un côté, et Français et Allemands de l'autre, qui, depuis le conflit irakien, ne cessent de s'affronter sur tous les sujets* ». Le fait que ni les uns, ni les autres n'aient réussi à imposer leur candidat respectif ne constitue pas une victoire pour les Américains (comme le croient naïvement aussi bien *Le Figaro* — journal d'une bourgeoisie conservatrice qui hésite entre l'europhobie et le souverainisme — que... *Informations ouvrières* — journal de syndicalistes lambertistes qui n'hésitent hélas plus guère entre le communisme et le réformisme...); mais c'est une victoire des libéraux européens les plus convaincus, qui ont comme supporters français des Giscard aussi bien que des Sarkozy. Certes, Barroso avait organisé la rencontre aux Açores à la veille de l'offensive en Irak pour soutenir Bush et ses alliés et, dans la nouvelle commission, les Français et Allemands sont relégués à la portion congrue (J. Barrot hérite ainsi d'un poste subalterne, les transports) ; mais il a comme objectif prioritaire la coopération en matière judiciaire et pénale et la mise en place d'une défense commune, c'est-à-dire un pas en avant important dans la constitution de l'UE comme structure étatique et impérialiste unifiée ; de plus, sa mission est de battre en brèche le lobbying protectionniste de Paris et de Berlin, dont les gouvernements sont obligés, quand il s'agit de faire passer les contre-réformes, de tenir compte du poids social de la classe ouvrière — ainsi que des agriculteurs dans le cas de la France. Comme le dit le même article du *Monde*, « *trop de pays, dont la France et l'Allemagne, ont affaibli ces dernières années le pouvoir de la Commission de Bruxelles. (...) L'Europe en paie le prix. M. Barroso saura-t-il la replacer au centre du jeu ?* » Manifestement, Barroso représente les intérêts communs fondamentaux et à long terme des bourgeoisies européennes, qui supposent justement une autonomie minimale à l'égard des gouvernements nationaux, trop dépendants des pressions intérieures, que ce soient celles des travailleurs défendant leurs acquis ou celles des paysans défendant leurs subventions... — Rappelons par ailleurs que la Commission est également indépendante à l'égard du « Parlement » européen, qui n'a pas son mot à dire dans la nomination du président et la constitution de la commission, puisqu'il n'est invité qu'à émettre un « vote d'approbation ».

De fait, la ligne de Chirac-Raffarin est au contraire, pour le moment, de poursuivre bien sûr les contre-réformes, mais au rythme que permettra le maintien coûte que coûte de la collaboration de la gauche plurielle et des bureaucrates syndicaux — ce qui suppose évidemment d'être plus précautionneux dans la manière de mener les attaques, en n'engageant, l'une après l'autre, que les mesures qui auront reçu au préalable l'aval explicite ou tacite des « partenaires sociaux ». Cette méthode, qui tient compte de la faiblesse sociale du gouvernement, constitue toute sa force politique jusqu'à présent : elle a indéniablement fait ses preuves depuis le début du quinquennat et elle a déjà permis des victoires majeures (retraites, formation professionnelle, union sacrée contre le voile islamique à l'école, Sécurité sociale, changements de statut et privatisations, décentralisation...). La promotion estivale de Borloo comme figure sociale du gouvernement face à Sarkozy n'a pas d'autre signification. C'est ce que montre expressément, notamment, la déclaration qu'il a faite au sujet du maintien de la décision de relever le SMIC en juillet 2005 (alors que Sarkozy préconisait de la reporter à 2006, au mépris de la parole donnée par le gouvernement) : « *Il serait regrettable, a déclaré Borloo, de rompre la confiance des partenaires dans la parole de l'État. Les partenaires sociaux, et notamment la génération actuelle des dirigeants syndicaux, me semblent très conscients des mutations de la société française. Je ne doute pas qu'ils avanceront des propositions ou contre-propositions de qualité. Entre la confrontation et la signature, il existe, à mon avis, un espace créateur de droit, vivace et bien réel.* » Cet hommage aux bureaucrates syndicaux qui ont si bien travaillé pour le gouvernement depuis deux ans est aussi un appel à la poursuite de la même méthode. C'est à cette aune qu'il faut mesurer notamment les récentes garanties données aux dirigeants syndicaux de ne pas toucher aux lois Aubry, ou encore l'annonce à grand fracas médiatique du « plan de cohésion sociale » de Borloo (*sur ce point, cf. l'article de Laura Fonteyn ci-dessous*). Seulement, il n'est pas sûr

non plus que cela soit possible indéfiniment. Tout dépend, en dernière analyse, de la capacité de la gauche plurielle et des bureaucrates syndicaux à maintenir leur cadencement et leur sabotage systématiques de la lutte de classe. Or, leurs succès jusqu'à présent ne suffisent pas à garantir que le dispositif tiendra jusqu'en 2007, tant le gouvernement est discrédité aux yeux d'une grande majorité de travailleurs...

Que faire ?

En ces temps difficiles pour la lutte de classe, il n'y a pas de perspective politique immédiate. — Sur le terrain dit « social », il n'y a aucune lutte majeure en vue dans l'état actuel des choses ; cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y en avoir dans tel ou tel secteur au cours de la prochaine période, en réaction aux attaques du gouvernement, qui vont évidemment se poursuivre ; mais il serait vain de se perdre en conjectures sur ce point, et cela ferait passer à côté du fait majeur : les défaites successives infligées aux travailleurs et, sur cette base, le passage à l'offensive du patronat, constituent le trait majeur de la situation objective. En vérité, la tâche prioritaire est d'expliquer aux travailleurs conscients les causes qui ont mené à celle-ci, et d'en discuter patiemment avec eux pour les amener à rompre jusqu'au bout avec les différentes composantes de la gauche plurielle et les bureaucrates syndicaux, en acquérant une conscience communiste révolutionnaire. — De ce point de vue, l'heure est à un large rassemblement politique de l'avant-garde ouvrière et jeune, sous la forme de réunions ouvertes que les militants du Groupe CRI, à leur échelle, vont organiser autour d'eux, tout en participant à celles qui sont ou seront convoquées par d'autres, dès lors qu'elles contribuent à la recherche d'une issue politique pour les travailleurs et la jeunesse.

Sur le terrain plus immédiatement politique, il n'y a pas davantage d'échéance en vue qui offre l'occasion immédiate d'infliger une défaite au gouvernement, avant le référendum sur la Constitution européenne, qui aura lieu au début de l'an prochain. Sur ce point, le Groupe CRI fera

campagne pour le « non », sur la ligne que nous avons développée en analysant longuement le projet de Giscard dans Le CRI des travailleurs n°8 d'octobre 2003, où nous avons montré que, pour les bourgeoisies d'Europe, la construction de l'UE en tant qu'instrument étatique supranational permet à la fois de faciliter juridiquement et politiquement le combat contre les acquis des travailleurs et à constituer un pôle impérialiste rival des États-Unis d'un point de vue économique et, à terme, d'un point de vue géopolitique (selon l'orientation de l'axe franco-allemand). — Là encore, l'heure est à la discussion la plus large avec les travailleurs d'avant-garde, les militants d'extrême gauche, les groupes qui se réclament de la révolution et du socialisme, pour envisager une campagne commune en direction des travailleurs et de la jeunesse. Une telle campagne pour le « non » devrait avoir comme axes principaux : 1) *infliger une défaite aux bourgeoisies européennes en sabotant la construction de leur instrument étatique impérialiste supranational ; 2) infliger par là même une défaite à la bourgeoisie française et à ses représentants directs de l'UMP, de l'UDF, du PS et des Verts ; 3) défendre, contre les États bourgeois et leurs structures internationales, la perspective historique des États-Unis socialistes d'Europe.*

Plus largement, comme il l'a toujours fait depuis qu'il existe publiquement et de manière autonome (février 2003), le Groupe CRI poursuit sa recherche de liens avec d'autres groupes communistes révolutionnaires internationalistes, en France et dans les autres pays, afin d'engager ou de poursuivre les discussions de fond — incluant les polémiques quand il le faut — sur l'analyse de la situation, le programme révolutionnaire, la stratégie et la tactique adéquates à la période et, indissociablement, la construction d'une véritable organisation centralisée et démocratique capable d'intervenir, même à une échelle modeste, dans la lutte de classe. Lecteurs, contactez-nous !

**Nina Pradier
et Ludovic Wolfgang**

À BAS LE PLAN BORLOO DIT DE « COHÉSION SOCIALE » !

Le Plan Borloo, dit de « cohésion sociale », présenté au Conseil des ministres

le 30 juin dernier par le ministre « de l'Emploi », prétend couvrir à la fois les

domaines de l'emploi, du logement et de

ce qu'il appelle sans vergogne « l'égalité des chances ».

Sur le front du logement, il se targue de prévoir la « production » de 100 000 logements sociaux par an, soit 500 000 sur 5 ans : mais ce chiffre même est trompeur puisqu'il occulte les 200 000 logements de HLM voués à la destruction, ainsi que les logements qui ne seront pas accordés, d'après ce plan, aux familles les plus défavorisées, mais réservés aux couches moyennes (cela représentera environ 20 % de ces logements prétendument « sociaux » mais dont les loyers seront trop élevés pour être accessibles aux familles les plus pauvres). Ce chiffre trompe encore dans la mesure où il n'englobe pas uniquement la construction de logements neufs mais comprend aussi des acquisitions de logements existants et déjà occupés. Le plan Borloo n'envisage en outre aucun moyen de prévention contre les expulsions, aucune solution durable de logement le cas échéant. Il faut souligner que son programme de logements d'urgence vise aussi à instaurer un contrôle social sur les populations précaires ou en détresse, et ce au moyen d'intervenants sociaux à même de les contrôler. Le budget 2005 affiche d'emblée des moyens financiers réduits en termes de logement social, et prévoit la libéralisation de ce secteur, du fait de la décentralisation : l'État se désengage donc, comme dans d'autres domaines, sur les dos des mairies. Cela a également pour conséquence la déréglementation des loyers, le tout au profit naturellement des bailleurs et de la spéculation immobilière. On s'achemine donc clairement vers la privatisation du logement social.

Rappelons qu'en France, 3 millions de personnes mal logées sont inscrites sur les listes d'attente des organismes HLM. Dans cette situation, c'est 350 000 logements par an qu'il faudrait construire, au bas mot. Or, la construction de logements a été divisée par deux en dix ans : 32 000 logements construits en 2003, contre 72 000 en 1994, tandis que dans le même temps, le montant des loyers s'est envolé, progressant de 10 % par an. Selon une enquête de l'INSEE, le loyer représentait en 2002 40 % des ressources des familles pauvres, contre 29 % en 1988.

Contre le plan Borloo d'enrégimentement des populations les plus pauvres et de déréglementation du logement social, il nous faut revendiquer la construction des logements neufs nécessaires au bien-être de tous, la réquisition des logements vacants, le blocage des loyers, contre les expulsions.

Sur le plan de l'emploi, le plan Borloo s'inscrit dans l'exact prolongement de la contre-réforme du PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) MEDEF-CFDT : le droit à l'indemnisation chômage passe par la signature d'un contrat de type PARE, qui impose au travailleur sans emploi d'accepter n'importe quel travail sous peine de voir supprimer ses allocations chômage. Il ne s'agit dès lors plus d'un droit, fondé sur les cotisations versées grâce au salaire différé, mais d'un contrat

qui transforme les travailleurs au chômage en assistés.

L'objectif du plan Borloo est clair : supprimer purement et simplement le « monopole de l'ANPE » grâce à « l'ouverture du marché du placement » et permettre le « développement du contrôle des chômeurs ». Il prétend notamment instaurer 300 « maisons de l'emploi » : dans un même « groupement d'intérêt public » doivent ainsi être « fédérés » des « acteurs » aussi divers que l'ANPE, les collectivités territoriales, l'UNEDIC, mais aussi des entreprises privées de travail temporaire et autres « agences d'intérim » à qui seront déléguées des « missions de service public » : entreprises qui, comme Manpower, Adecco ou Maatwerk, empochent 3 800 €, pour chaque chômeur reclassé, sur les fonds de l'UNEDIC. Le plan Borloo projette ainsi la création d'un « grand service privé de l'emploi » piloté par un « manager expérimenté » à la tête d'une « équipe pluridisciplinaire » composée en bonne partie d'« agents venant du monde de l'entreprise ». Le statut des salariés de l'ANPE est donc directement menacé, de même que la confidentialité des données contenues dans le dossier des demandeurs d'emploi : en effet, ces officines privées seront en droit d'accéder à un « dossier unique de demandeur d'emploi ». Cela ne peut que faire penser au « dossier médical partagé » prévu par la contre-réforme Douste-Blazy de la Sécurité sociale, et qui lui aussi expose en pâture les éléments les plus confidentiels du dossier des patients, au profit notamment des mutuelles privées. Pendant ce temps, les bureaux des ASSEDIC considérés comme « trop ruraux » ferment les uns après les autres. Là encore, c'est à un véritable flicage des chômeurs que l'on va assister, puisque le plan Borloo souligne que le demandeur d'emploi sera « tenu, en contrepartie, à la recherche assidue d'un travail et à une participation active au programme de formation. Pour crédibiliser ce dispositif, des sanctions justes et graduées pourront être prononcées, après une procédure contradictoire, en lieu et place du « tout ou rien » actuel. » Pour mettre en place de telles sanctions, c'est une fois encore la collaboration des syndicats qui est sollicitée, dans le cadre d'objectifs fixés par le « Comité supérieur de l'emploi » qui compte parmi ses membres, outre des représentants du patronat et de l'État, des syndicalistes des principales confédérations ouvrières.

L'intégration et la collaboration ont d'ailleurs d'ores et déjà commencé. Que dit le PS au sujet du plan Borloo ? Il parle d'un « catalogue de bonnes intentions », le seul problème étant le manque de « financement » prévu. Que dit Force ouvrière ? Exactement la même chose : « De bonnes intentions, des moyens mobilisés, une méthode affirmée, mais quand même une copie à améliorer sensiblement » quant aux moyens financiers mis en œuvre (communiqué de la Confédération FO du 1^{er} juillet 2004,

paru dans *FO Hebdo* du 7 juillet). Quant à la CGT, elle a carrément tressé des lauriers à Borloo, glorifiant « le travail entrepris par le ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale » et louant « la qualité de son engagement » ! Elle a aussi profité de l'occasion pour proposer encore davantage ses services au gouvernement, rappelant son propre « investissement » sur la « question majeure de la cohésion sociale » et affirmant que celle-ci « est véritablement un enjeu de société qui devrait être au centre des actions des gouvernements et mobiliser le plus grand nombre de citoyens ». Et elle a expressément regretté que le projet ne soit pas « plus incisif sur l'importance du rôle des partenaires sociaux au sein de tous les dispositifs appelés à être mis en place » (Source : déclaration du groupe de la CGT sur « l'avant-projet de loi de programmation sur la cohésion sociale », 31 août 2004, site Internet de la Cgt : <http://www.cgt.fr>). La collaboration ne vient certes pas de commencer, mais elle ne cesse de s'amplifier et continuera... jusqu'à ce que les travailleurs passent à l'offensive contre leurs propres « dirigeants », ces bureaucrates qui transforment les syndicats — organisations qui appartiennent en tant que telles à la classe ouvrière — en de simples courroies de transmission de la politique gouvernementale.

Laura Fonteyn

À QUOI SERT LE SPORT BOURGEOIS ? (RÉFLEXIONS POUR UNE CRITIQUE MARXISTE)

Du mythe idéologique à la réalité sordide de l'olympisme bourgeois

Officiellement, les J.O. constituent avant tout un grand événement sportif, fondamentalement ludique, festif et pacifique... Officiellement, les nations y transcendent leurs conflits d'intérêts réels pour s'affronter à travers leurs représentants de manière purement symbolique, pour l'honneur et pour la gloire, dans le cadre de l'union fraternelle des cinq continents, représentée par les anneaux olympiques harmonieusement enlacés sur un pied d'égalité... Officiellement, la flamme olympique qui ne s'éteint jamais symbolise la continuité des prouesses du corps humain à travers les âges — la nature humaine éternelle triomphant à travers le sport éternel... Et cette année, officiellement, l'organisation de ces « premiers jeux du troisième millénaire » dans le pays « fondateur de l'olympisme », représentait l'hommage de l'humanité contemporaine toute entière à son propre berceau de civilisation...

Pourtant, dès que l'on jette un œil critique sous les couleurs chatoyantes des stades et sous les paillettes des discours officiels, la réalité prend un tout autre visage. — Tout d'abord, malgré tous les efforts médiatiques pour minimiser le phénomène, il n'est pas une discipline sur lequel n'ait plané le spectre du dopage, dont les cas avérés, quoique quotidiens, n'ont représenté par rapport à la réalité que l'équivalent d'une dose homéopathique, si l'on peut dire. — Par ailleurs, malgré tous les efforts médiatiques pour amplifier le phénomène, les firmes multinationales auraient encore davantage noyé les activités sportives proprement dites, si elles l'avaient pu, sous le déluge de leur sponsoring exacerbé et de leurs innombrables messages publicitaires polluant les stades, les écrans de télévision et les équipements des athlètes — sans oublier leurs règlements véritablement totalitaires, comme l'inénarrable interdiction faite aux spectateurs d'entrer dans l'enceinte des stades avec des vêtements, des casquettes ou des sacs arborant d'autres marques que celles des firmes organisatrices, ou avec d'autres produits comestibles, fût-ce

un sandwich-maison ou une gourde d'eau ! — Enfin, loin de l'image pacifique que les jeux sont censés véhiculer, on sait que, au nom de la lutte contre le terrorisme, une incroyable armada militaire et policière a été déployée dans toute la ville d'Athènes, avec 70 000 hommes en armes, des dispositifs de sécurité impressionnants pour la protection des athlètes et du village olympique, des centaines d'agents des services secrets des principaux États de la planète, des hordes de véhicules blindés, d'hélicoptères et d'avions de chasse, etc. — Et nous passons ici sur la corruption gigantesque qui règne dans le Comité international olympique, comme l'a révélé par exemple la récente prise en flagrant délit d'Ivan Slavkov, président du comité olympique sportif bulgare, par une habile équipe de la BBC...

Les travailleurs victimes des J.O.

Mais la critique prolétarienne ne saurait s'en tenir à ces différents aspects des jeux olympiques bourgeois, qui sont seulement les plus spectaculaires. — En premier lieu, il faut dénoncer le coût humain des jeux d'Athènes : d'une part, des centaines de jeunes hommes et femmes dont on a détérioré à jamais la santé et écourté l'espérance de vie, quand on n'en a pas fait des toxicomanes définitifs ; d'autre part, des milliers de travailleurs, qui ont été exploités dans des conditions terribles pour achever dans les temps des chantiers dont le retard avait fait les choux gras des médias quelques mois auparavant — toute critique à cet égard ayant d'ailleurs cessé comme par enchantement plusieurs jours avant l'ouverture, sans doute pour ne pas perturber la « sérénité » des jeux... De fait, il est avéré que des milliers d'ouvriers étrangers et souvent clandestins ont été embauchés pour travailler sur ces chantiers avec des salaires de misère et sans droits, les syndicats ayant pratiquement été interdits d'accès aux sites, souvent au nom de la sécurité (« lutte contre le terrorisme »), voire au nom du caractère secret des préparatifs (médiatisation spectaculaire oblige). On compte ainsi, officiellement, des

dizaines d'accidents du travail sur ces chantiers, dont 17 mortels — et bien davantage en réalité, selon les syndicats grecs. À ces martyrs prolétaires directs des jeux bourgeois s'ajoutent bien sûr les milliers de femmes et d'enfants qui travaillent, souvent en Chine et en Asie du Sud-Est, dans les usines des équipementiers sportifs comme Nike, Puma, Adidas, etc., pendant des journées de douze heures et plus, pour vingt-cinq centimes d'euros l'heure, sans droits et sans syndicats.

En second lieu, l'organisation des J.O. par un petit pays impérialiste comme la Grèce représente une charge financière considérable : on l'estime à 5 % de son Produit intérieur brut (PIB), alors que, jusqu'à présent, elle n'avait jamais dépassé 1,5 % du PIB pour un pays organisateur. Or, qui va payer ? Les travailleurs grecs, évidemment, qui, après avoir subi tous les désagréments liés aux travaux pendant des années et une véritable flambée des prix à l'approche des jeux, vont devoir en outre financer pendant dix à quinze ans, selon les estimations, le supplément de déficit budgétaire de l'État grec ! — Quant aux malheureux qui avaient déjà le tort d'être sans-abri ou mendiants, ils ont déjà payé très cher la préparation de ces J.O. : l'occupation militaire qu'ont subie Athènes et son centre-ville en particulier a eu comme corollaire leur exclusion pure et simple de la ville, ils ont été incessamment pourchassés par la police ; celle-ci, en effet, avait été chargée par le gouvernement de donner au monde une image propre et lisse du « berceau de l'olympisme », c'est-à-dire de traquer jusque dans la moindre ruelle toute forme de « vie déviante », selon les termes mêmes des instructions officielles !

Qu'est-ce que le sport bourgeois ?

Mais ce n'est pas tout : plus fondamentalement, les militants communistes révolutionnaires doivent s'interroger en termes marxistes sur la signification sociale profonde des jeux olympiques de l'impérialisme : au-delà même de tous les désastres humains qu'impliquent leur préparation et leur déroulement — comme c'est le cas

pour tous les domaines sur lesquels le capital exerce sa mainmise nécessairement exploiteuse —, n'ont-ils pas une fonction politique et idéologique déterminée, ne sont-ils pas l'un des rouages des États impérialistes et de leur système international ? Il convient, en effet, de ne pas s'en tenir à des critiques qui, pour être justes en elles-mêmes, tendraient à faire croire que l'on pourrait, par une méthode de réformes progressives (contre les « excès » et les « abus » du sport capitaliste) ou par une orientation de type altermondialiste (« d'autres J.O. sont possibles »...), espérer la suppression de tous ces aspects révoltants que nous venons de rappeler rapidement. Car le problème est beaucoup plus profond¹ : il y a un lien très étroit entre les jeux olympiques — et plus généralement toutes les compétitions sportives officielles de haut niveau — et l'impérialisme. Non seulement, d'un point de vue économique, le sport de compétition à audience de masse est bien souvent une affaire de gros sous, et même de plus en plus (il suffit de voir les salaires de certains sportifs, la concurrence déchaînée pour les droits de retransmission, la structure financière des clubs, etc.). Mais en outre, d'un point de vue politique, les fédérations nationales ne sont qu'un rouage des États bourgeois, chapeautées par le ministère de la jeunesse et des sports, et leurs membres n'ont en général pas leur mot à dire face à des dirigeants qui tiennent leur puissance de leurs liens organiques — et souvent plus ou moins véreux — avec les milieux du capital financier et les hommes politiques de tous les niveaux, de la municipalité à l'État. Quant au C.I.O. lui-même, constitué de princes déchus et d'hommes d'affaire douteux, il n'est juridiquement qu'un organisme de l'O.N.U., structure centrale de l'« ordre » du monde impérialiste...

Il faut donc se demander pourquoi les États impérialistes accordent une telle importance au sport de compétition. — Dire qu'ils sont esclaves des milieux d'affaires ne serait pas faux, mais ce serait trop caricatural et, sur le fond, très insuffisant. — Considérer (comme ce

¹ C'est ce que ne comprend pas, comme d'habitude, le PT lambertiste qui — tout en livrant et dénonçant à juste titre un certain nombre de faits révoltants — se contente de critiques purement réformistes et superficielles : cf. l'article consacré aux J.O. cet été dans *Informations ouvrières* (n° 655, 25 août, p. 15).

fut le cas largement dans certains milieux d'extrême gauche des années 1970) que le sport-spectacle à l'ère des mass-médias est un nouvel « opium du peuple », ce n'est pas faux non plus : de fait, pendant que les masses se passionnent pour les matches de football et lisent — au mieux — les pages sportives des journaux, elles sont détournées du combat contre la société et l'État bourgeois, et elles ne lisent pas la presse révolutionnaire... Cependant, cet aspect, réel, n'est lui-même pas suffisant pour rendre compte de la fonction spécifique du sport bourgeois : le battage médiatique autour du sport est certes abrutissant mais, à la différence de l'évasion religieuse, le divertissement et le spectacle ne sont pas en eux-mêmes des obstacles à la lutte de classe et au combat pour changer le monde, à moins de tomber dans le plat moralisme. Du reste, non seulement l'on peut très bien prendre du plaisir à regarder un match sans cesser d'être un militant révolutionnaire, mais en outre il est peu probable que la société communiste à venir renonce purement et simplement au plaisir de jouer au ballon, voire de soutenir une équipe...

Une autre interprétation de la fonction bourgeoise du sport très répandue dans les milieux d'extrême gauche est l'idée qu'il serait un vecteur décisif du nationalisme. Là encore, il est clair que cet aspect est extrêmement présent, et il a suffi d'écouter ou de lire les commentaires médiatiques pour s'en rendre compte amplement cet été... Pourtant, là encore, c'est insuffisant : en particulier, cela ne rend pas compte de l'importance des confrontations sportives à l'intérieur même des nations — or il est tout de même difficile d'attribuer la même signification politique à l'attachement d'un travailleur au club de sa ville et au nationalisme... D'ailleurs, dès qu'il s'agit de sportifs, la conception bourgeoise de la nationalité est à peu près aussi « souple » qu'elle est étroite quand il s'agit d'ouvriers sans-papiers : les équipes nationales des États impérialistes se livrent à d'incroyables surenchères et contorsions juridiques pour acheter littéralement de jeunes athlètes dans les pays pauvres, notamment d'Afrique, et pour leur « offrir » leur propre nationalité, afin d'obtenir plus de titres et médailles dans les compétitions internationales...

Le sport dans l'idéologie et les rapports sociaux bourgeois

Pour notre part, nous soutenons que *la fonction fondamentale du sport bourgeois est d'assurer la conservation de la société bourgeoise en tant que telle, par l'intégration des individus à son mode de fonctionnement et à son idéologie*². — Tout d'abord, en ce qui concerne son *organisation institutionnelle*, le sport sert manifestement, comme toute institution de l'État bourgeois, à *maquiller l'organisation systématique de l'inégalité sous les dehors officiels de l'égalité*. En effet, toute l'institution sportive des fédérations nationales et de leurs compétitions officielles a comme principe non la formation et l'activité du maximum d'individus, mais le repérage, la sélection et la préparation des futurs champions par ces véritables « chasseurs de tête » — ou en l'occurrence de corps — que sont les « entraîneurs » et leurs assistants. Bien sûr, officiellement, tous les membres sont sur un pied d'égalité : que leur meilleur gagne ! Et, pour preuve, on nous rebat les oreilles de la « réussite » de tel ou tel athlète d'origine populaire ou même — comble du panégyrique officiel de l'« intégration républicaine » en France — d'origine immigrée... En réalité, si l'on compare la quantité faramineuse d'argent, de temps et de compétences techniques mobilisées pour la formation et l'encadrement de quelques poignées de jeunes hommes et femmes repérés comme de futurs champions et soumis dès lors à un entraînement intensif, et celles qui sont consacrées aux petits clubs où s'entraînent la grande majorité des membres des fédérations, l'écart est gigantesque. — Plus généralement, avec la somme d'énergie, de compétences et d'argent dépensées pour la formation et l'entraînement d'une poignée de Zidane, à combien de milliers de jeunes aurait-on pu offrir le droit effectif de pratiquer un ou plusieurs sports, au lieu de les condamner pour la plupart à jouer sur

² Il faut donc aller plus loin dans la critique des J.O. que celle par exemple de Lutte ouvrière, même si elle est moins superficielle que celle du PT. En effet, sa triple dénonciation du sport comme « affaire de gros sous », comme moyen de « détourner le peuple de sa misère quotidienne » et comme « débauche de nationalisme » (cf. l'éditorial d'A. Laguiller du 20 août) n'est pas fautive, mais elle est très insuffisante dans une perspective marxiste révolutionnaire, qui ne saurait s'en tenir à un point de vue réformiste, voire moraliste — tel que celui exprimé en conclusion du même éditorial : « Et disons-nous bien que, si difficile que soit une lutte pour l'augmentation générale des salaires, elle rapportera bien plus que ne nous rapporteront toutes les médailles en chocolat distribuées dans ces Jeux. »

les terrains vagues ou sur les parkings des cités avec des ballons de fortune ? À combien de quartiers populaires, de collèges et de lycées aurait-on pu offrir de véritables gymnases et de véritables stades ? — Pour le sport comme pour le reste, le système capitaliste au niveau national et, plus encore, au niveau mondial, n'offre rien d'autre que le luxe et l'opulence pour une infime minorité, et la misère pour l'immense majorité. À cette misère sportive du peuple, les militants communistes révolutionnaires doivent opposer le *droit à une véritable éducation physique* pour les enfants et les jeunes et le *droit de tous à pratiquer le ou les sport(s) de son choix*, avec tout le matériel nécessaire et des éducateurs compétents en nombre suffisant, le tout aux frais de la collectivité, c'est-à-dire gratuitement ou pour une somme modique¹.

Mais la fonction du sport bourgeois n'est pas décelable seulement dans son organisation institutionnelle ; corrélativement, elle l'est *dans son principe même*². En effet, le principe fondamental du sport bourgeois n'est pas la santé, l'éducation physique authentique et le pur plaisir du jeu, en un mot l'épanouissement de l'individu, mais la compétition en tant

¹ On remarquera d'ailleurs que, chez les anciens Grecs créateurs des jeux olympiques, l'égalité des citoyens — c'est-à-dire des hommes sexuellement mâles et juridiquement libres — signifiait concrètement que tous étaient formés de manière semblable par la gymnastique, l'athlétisme, la lutte, etc. Par ailleurs, tout à l'opposé de nos champions modernes, les vainqueurs des jeux olympiques, qui ne se dopaient qu'à la viande rouge, avaient comme seule récompense une couronne de laurier et l'équivalent de la légion d'honneur (logés-nourris au *prytanée* pendant quelque temps)...

² Nous suivons sur ce point plusieurs analyses de Jean-Marie Brohm in *Critiques du Sport*, Christian Bourgois éditeur, Paris, 1976. — Cet ouvrage est dû à un membre particulièrement « gauche » de « L'École émancipée » des années 1970 (tendance syndicaliste révolutionnaire avec laquelle la cinquième roue du carrosse de la bureaucratie dirigeante de la FSU qui porte aujourd'hui ce nom, et qui est elle-même dirigée par la LCR, n'a plus rien à voir). Il s'agit d'un recueil d'articles très instructifs et très justes par bien des aspects, mais nous sommes réservés à l'égard d'un certain nombre de ses orientations, notamment en ce qui concerne la dénonciation unilatérale du sport de masse comme dressage des individus, des « éducateurs-flics » dans l'« école-flic », et autres tartes à la crème gauchistes de l'époque, qui condamnaient à ne pas comprendre l'importance fondamentale des revendications transitoires — à commencer par la revendication des droits et la défense de tous les acquis progressistes utiles au prolétariat et à la jeunesse (en l'occurrence le droit à l'éducation intellectuelle, technologique et sportive, le droit au sport pour les masses, l'opposition à toute « réforme » de l'école visant à la soumettre encore davantage à l'État et à l'idéologie bourgeoise, etc.).

que telle, la « performance » et le « record ». En d'autres termes, ici comme ailleurs, ce sont la *rentabilité* et la *productivité* qui comptent avant tout : on leur subordonne le travail de centaines de spécialistes, techniciens et autres ingénieurs du corps et, bien évidemment, on leur sacrifie la force de travail des athlètes, c'est-à-dire leur corps même, soumis à l'impératif du rendement, contraint à un effort constant et souvent monstrueux qui déforme et qui ronge ses muscles, ses os et souvent, hélas, son cerveau. Quel est l'idéal bourgeois du sportif, l'idéal qu'on présente aux enfants et aux jeunes comme le modèle à suivre ? C'est un *individu fondamentalement souffrant*, un homme ou une femme qui a enduré la douleur au plus profond de sa chair pendant des années et des années d'entraînement ou plutôt de dressage hyper-spécialisé, sous le contrôle totalitaire d'un « staff » hyper-organisé et hyper-sophistiqué ; c'est donc — dans la continuité de la tradition chrétienne revisitée par le capitalisme — un individu qui a « tout sacrifié » et qui, dans le « meilleur » des cas, après tout cet immense gâchis de sa jeunesse, de sa santé, de son espérance de vie, de ses études et de son bonheur, est devenu un « champion », voire un héros national... sous prétexte qu'il a fini par gagner — par exemple — quelques dérisoires centièmes de seconde ou quelques centimètres sur ses concurrents semblablement formés-déformés... Le modèle de l'être humain présenté au peuple et à la jeunesse par l'État et les médias bourgeois, c'est un individu qui bafouille pendant quelques secondes devant des millions de téléspectateurs combien il est « heureux » d'avoir gagné une course ou battu un record — et qui ajoute parfois combien il a souffert pour en arriver là... La leçon à tirer par les auditeurs est claire : si tu veux réussir, mon fils, aie le sens du sacrifice, soumets-toi aux « autorités compétentes », améliore sans cesse tes performances et vise *ta* réussite, qui est nécessairement *l'échec des autres*... La fonction socio-idéologique du sport bourgeois se révèle ainsi : il s'agit d'apprendre au peuple, et notamment à la jeunesse, à *endurer les souffrances de la vie* — c'est-à-dire en fait l'exploitation capitaliste, quand ce n'est pas la misère —, à *obéir* — au futur patron et à l'État — et à *combattre les autres individus* — vus avant tout comme des concurrents.

Dès lors, le combat des communistes révolutionnaires contre le capitalisme et la société bourgeoise dans son ensemble ne saurait omettre de dénoncer ce système et cette idéologie du sport bourgeois, de la compétition capitaliste et du dressage des individus ; étant donné l'importance majeure du sport bourgeois dans la société actuelle et dans la conscience des masses, il doit au contraire le dénoncer de manière constante, imperturbable, avec toute la patience et la pédagogie nécessaires au combat contre de tels préjugés si profondément enracinés. Corrélativement, le combat pour la conscience socialiste doit nécessairement intégrer une conception révolutionnaire du sport : *À bas le sport bourgeois, vive le droit au sport en tant qu'éducation physique, en tant que loisir fraternel et en tant que jeu ! Vive le sport rouge !*

Ludovic Wolfgang

LA RÉVOLUTION RUSSE DE FÉVRIER 1917 (deuxième partie)

Nous publions ici la suite de l'article paru dans le précédent numéro du CRI des travailleurs, consacré à la révolution russe de février 1917, première phase de la révolution prolétarienne qui conduit à Octobre. Nous avons étudié, en suivant l'Histoire de la révolution russe de Trotsky (éd. du Seuil), les causes profondes et conjoncturelles de la révolution, les événements de février et la mise en place d'une situation de « double pouvoir », avec d'un côté le gouvernement provisoire officiel, et de l'autre les « soviets », notamment celui de Petrograd, qui a pu renaître spontanément de ses cendres de 1905 (cf. les numéros 10-11 et 12 du CRI des travailleurs), et qui permet aux masses d'occuper le devant de la scène politique en faisant valoir leurs intérêts — même si les illusions à l'égard du gouvernement provisoire restent encore majoritaires... Nous allons suivre maintenant l'évolution de la situation au printemps 1917.

Caractère paradoxal de la représentation au soviét

Nous avons vu que, malgré la victoire de la révolution sur le tsarisme, le comité exécutif du soviét soutient le gouvernement provisoire, gouvernement bourgeois qui continue la guerre et refuse de satisfaire les revendications du peuple. Mais la réalité du pouvoir est déjà aux mains du soviét, dans lequel se reconnaissent les soldats et les ouvriers, bien que les dirigeants du soviét ne pensent qu'à soutenir le gouvernement provisoire. C'est ainsi que le double pouvoir tend à se mettre en place : deux pouvoirs se font face, représentant deux classes opposées, la bourgeoisie et le prolétariat. Mais à la tête du soviét se trouvent encore « les lieutenants de la bourgeoisie dans le camp du prolétariat », comme dit Lénine. Ces conciliateurs ont peur des ouvriers, et ils influent sur la composition du soviét : à Petrograd, il y a quatre fois plus d'ouvriers que de soldats, et pourtant il n'y a au soviét que deux délégués d'ouvriers pour cinq délégués de soldats. Et, parmi les civils, tous ne sont pas élus par des ouvriers : les aventuriers et tribuns de toutes sortes, les journalistes et les avocats

démocrates, les étudiants et les petits bourgeois radicaux, marquent de leur influence les décisions du soviét et surtout ses débats, face aux ouvriers silencieux et aux soldats irrésolus. Mais même si les soldats sont souvent sur-représentés et majoritaires dans les soviets, ils n'expriment pas, bien souvent, l'état d'esprit véritable des casernes : les dirigeants favorisent les officiers. — Or cette composition des soviets explique à ce moment une partie de leurs atermoiements patriotiques.

Errements dans la direction bolchevique

Mais le social-patriotisme n'infecte pas seulement les soviets et les conciliateurs. Les dirigeants bolcheviques eux-mêmes, notamment Kamenev et Staline, se rapprochent de l'aile gauche des mencheviques et penchent dangereusement vers la défense nationale, ligne qui domine dans la *Pravda*, au détriment du défaitisme révolutionnaire prôné par Lénine, lequel ne rentra d'émigration que le 3 avril.

À son retour, Lénine préconise le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », contre le gouvernement provisoire, pour mettre fin à la guerre et distribuer la terre aux paysans. Il est mis en minorité et même complètement isolé pour un moment, on qualifie ses thèses de « trotskystes », parce qu'il soutient que la révolution socialiste peut commencer en Russie avant l'Occident. Confiant en son parti, Lénine combat la direction droitrière en s'appuyant sur les ouvriers du parti, qui avaient été formés pendant des années dans l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat allié à la paysannerie. À la base, les militants combattent sur le front des revendications élémentaires, montrant que le gouvernement provisoire et les mencheviques refusent de les satisfaire malgré la situation révolutionnaire. À ce moment-là, le Parti bolchevique compte 79 000 membres dont 15 000 à Petrograd, notamment dans le quartier de Vyborg où les ouvriers bolcheviques se sont déjà opposés à Staline et Kamenev, allant jusqu'à les menacer d'exclusion...

À la conférence du Parti des 28 et 29 avril, Lénine parvient à faire passer sa ligne, l'opposition de droite est mise en minorité, Kamenev et Staline ne sont pas élus au bureau. Cela ne signifie pas que Lénine fut le grand demiurge de la révolution, mais qu'il sut s'insérer dans la chaîne des forces historiques où, comme le dit Trotsky, il fut un grand anneau... Quant au Parti bolchevique de l'époque, forgé dans et par le marxisme vivant pendant des années avant la guerre, son caractère démocratique est prouvé par ces débats animés et ces luttes politiques internes provoqués par la pression des événements.

Crise généralisée du pays et des rapports sociaux, collaboration de classe des mencheviques et des socialistes-révolutionnaires

En avril, trois solutions sont possibles : la reprise en main de la situation par la bourgeoisie — mais cela aurait provoqué une guerre civile que celle-ci n'était pas en mesure de remporter ; le passage de tout le pouvoir aux soviets — mais les conciliateurs ne le veulent évidemment pas et ils bénéficient encore de la confiance des masses (la résolution des bolcheviques proposant de donner tout le pouvoir aux Soviets est passée inaperçue) ; la coalition reste donc la seule solution : les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires (S.R.) entrent au gouvernement, avec le soutien des soviets — seuls les bolcheviques et les mencheviques internationalistes s'y opposent.

Cependant, la situation en Russie ne cesse d'empirer et la guerre s'éternise. Bien que l'armée soit dans un profond état de décomposition, le gouvernement provisoire poursuit la guerre contre les Allemands. Les défaites sont cuisantes et ne font que renforcer à la fois la déliquescence généralisée et les motivations révolutionnaires des soldats. Du côté de la paysannerie, on assiste à une perte de confiance envers le gouvernement provisoire, qui refuse de lui donner la terre, bien que ce soit officiellement le nerf du programme du parti S.R., principale force populaire de soutien au gouvernement. Les paysans passent alors à l'offensive, en décidant de réaliser

eux-mêmes l'expropriation de l'aristocratie foncière et le partage des terres... Enfin, la situation des villes est catastrophique, le ravitaillement n'est plus assuré, le coût de la vie monte en flèche, la production industrielle est au plus bas, d'autant plus que les patrons mettent en œuvre un lock-out larvé. Au même moment, les plus grosses entreprises travaillant pour la guerre engrangent des bénéfices énormes. La colère des ouvriers ne cesse de croître...

Le comité exécutif du soviet préconise en parole la réglementation de l'économie par l'étatisation, l'organisation rationnelle de la production et la fixation des prix de l'industrie par l'État. Mais jamais il ne va jusqu'à l'affrontement avec le gouvernement, qui doit toute son existence à ce soutien. Et, lorsque la cible des manifestations commence à devenir le gouvernement, le comité exécutif du soviet de Petrograd décide de ne plus manifester... Pendant ce temps-là, les forces de la contre-révolution se regroupent et se disposent pour passer à l'offensive contre les ouvriers et la révolution...

Évolution des rapports de force dans les soviets

À partir de juin, les rapports de force politiques dans les soviets commencent à changer. Les bolcheviques deviennent majoritaires au soviet de Moscou et dans la section ouvrière du soviet de Petrograd. Les ouvriers prennent conscience qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, radicalisent leur perspective politique et commencent à s'armer pour défendre et approfondir la révolution.

Même dans l'armée, dont la composition est pourtant majoritairement paysanne, l'influence des bolcheviques se développe, grâce à leurs mots d'ordre liant les revendications élémentaires à la nécessité de la prise du pouvoir par les soviets. Dans la forteresse de Cronstadt, au large de Petrograd, le soviet décide de prendre en main tout le pouvoir : les officiers sont emprisonnés. Quant aux usines, la montée de l'influence bolchevique y est très puissante et rapide...

Cette influence reste cependant moindre que celle des mencheviques — qui restent très implantés dans les milieux ouvriers — et surtout que celle des S.R., qui ont le soutien d'une majorité de paysans et des petits bourgeois des villes, qui participent de plus en plus aux soviets. C'est ainsi que, lorsque le congrès pan-russe des soviets se réunit, sur 777 délégués, on compte 105 bolcheviques, 248 mencheviques et 285 socialistes-révolutionnaires. La situation dans la capitale, Petrograd, est cependant plus avancée que dans le reste du pays : la conférence des comités de fabriques et d'usines adopte ainsi une résolution disant que seul le pouvoir des soviets peut sauver le pays. La situation tend à devenir explosive : dans le quartier ouvrier de Vyborg, la villa de Dournovo, dignitaire du Tsar, est prise et occupée par les organisations ouvrières ; mais le comité exécutif du soviet de Petrograd exige qu'ils quittent le lieu ; les bolcheviques, majoritaires dans le quartier, lancent un appel à manifester — qu'ils annulent finalement après la décision du congrès des soviets saisi de l'affaire, et face à laquelle ils jugent

opportun de s'incliner, malgré la fureur des ouvriers de Vyborg, déjà prêts à en découdre avec les collaborateurs, mais encore minoritaires dans la capitale...

L'épisode de la villa Dournovo conduit le gouvernement et ses collaborateurs qui dirigent les soviets à la conclusion qu'il est temps de désarmer les masses et de lancer une offensive d'envergure contre les bolcheviques. L'influence des bolcheviques continue de se développer, comme le montre le succès de ses mots d'ordre massivement soutenus et repris dans les manifestations et la multiplication d'initiatives d'ouvriers et de soldats défiant la direction des soviets et reprenant à leur compte de plus en plus massivement l'exigence de la prise du pouvoir... C'est alors un acharnement général contre le Parti bolchevique, qui est déclaré hors-la-loi, plusieurs de ses dirigeants étant arrêtés et ses journaux saisis...

Avec l'été, une nouvelle alternative se dessine en Russie : le gouvernement provisoire soutenu par les dirigeants collaborateurs des soviets est de moins en moins capable de gérer la situation militaire, sociale, économique et politique ; dès lors, la situation se polarise, deux issues possibles se font jour : liquidation de la révolution par un coup d'État de type fasciste — ligne de la réaction et de la bourgeoisie, représentées par Kornilov —, ou transcroissance socialiste de la révolution à travers la prise du pouvoir par les soviets — ligne de la dictature du prolétariat, défendue par les bolcheviques...

Paul Lanvin